**Montréal mercredi 14 septembre 2011** Le plus grand quotidien français d'Amérique
127e année N° 283 66 pages, 5 cahiers

**79 ¢** taxes en sus – Édition provinciale **92 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
# LA PRESSE

## « JE VEUX MOURIR AVEC TOI »

Jackie Kennedy, la femme du président assassiné, vue sous un nouveau jour. PAGE A26

**Jacqueline Kennedy en Inde, en 1962.**

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

**NELLY ARCAN**
## LA FAUSSE CONTROVERSE

**NATHALIE PETROWSKI**
ARTS ET SPECTACLES

PHOTO FOURNIE PAR LES ÉDITIONS DU BORÉAL. PHOTOMONTAGE LA PRESSE

**EXCLUSIF**
**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

# COUP DUR POUR L'ESCOUADE ANTICOLLUSION

La plupart des enquêteurs actuels de l'unité de Jacques Duchesneau quitteront leurs fonctions parce qu'on leur impose un examen de la fonction publique.

**FABRICE DE PIERREBOURG** PAGES A2 ET A3

ILLUSTRATION ANIK POLIQUIN, LA PRESSE

**CHAÎNES SPORTIVES**
## LA GRANDE BATAILLE

***LA PRESSE AFFAIRES***

**LNH**
## UN LOCK-OUT EN 2012 ?

**PHILIPPE CANTIN**
SPORTS

PHOTO REUTERS

**EXCLUSIF › SPVM**
## LA BRIGADE ÉCLIPSE ÉLARGIT SON MANDAT

Les patrouilleurs qui visaient les quartiers chauds de Montréal s'attaqueront désormais aux criminels sur tout le territoire du SPVM. PAGE A4

PHOTO FOURNIE PAR THE NEW YORK TIMES

## LES TALIBANS FRAPPENT AU CŒUR DE KABOUL

Une équipe de *La Presse* a ressenti l'onde de choc. PAGE A24

*Mon clin d'œil*
***STÉPHANE LAPORTE***
Quelle est l'espèce la plus en voie d'extinction à Montréal ? L'automobiliste francophone.

Venez voir mon blogue !
**cyberpresse.ca/laporte**

L-V 6 21924 98765 1

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !
LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS
une exclusivité cyberpresse.ca
PAGE A24

LASIK MD VISION
Cessez d'utiliser une technologie dépassée...

Avant la correction de la vue au laser

Optez pour le LASIK!
À partir de
490$ par œil*
Financement disponible

Consultation GRATUITE : 1 877 768-9888 • www.lasikmd.com
* Les prix sont sujets à changement sans préavis. Les prix varient selon la prescription. Correction personnalisée à 1750 $ par œil. Applicable à une chirurgie des deux yeux seulement.
Nouvelle! POINTE-CLAIRE • LAVAL MONTRÉAL • BROSSARD
LASIK 100 % laser disponible

**EXCLUSIF** UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION

# DES ENQUÊTEURS DÉSERTENT L'UPAC

ILLUSTRATIONS ANIK POLIQUIN, LA PRESSE

Née en Saxe.
Chez elle dans le monde entier.

A. LANGE & SÖHNE
GLASHÜTTE I/SA

Minutieusement terminée à la main, la LANGE 1 FUSEAUX HORAIRES est une ambassadrice universelle de la légendaire perfection de l'horlogerie Lange. Outre son cadran principal, cette montre propose un cadran auxiliaire réglable, à volonté, sur l'un des 24 fuseaux horaires du monde. La position de l'anneau rotatif des villes détermine le choix du fuseau. Chacun des deux cadrans dispose de son propre indicateur jour/nuit. Ce chef-d'œuvre est exclusivement disponible chez les meilleurs horlogers au monde. Chateau d'Ivoire à Montréal fait partie de ces rares élus.

La LANGE 1 FUSEAUX HORAIRES. Exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020, Rue de la Montagne • Montréal: (514) 845-4651 • sans-frais: 1-888-883-8283
www.chateaudivoire.com

## L'UPAC EN BREF

FABRICE DE PIERREBOURG

- Dirigée par le commissaire Robert Lafrenière
- Créée le 18 février 2011
- Fondée sur le modèle du Department of Investigation de New York
- Comprend un Bureau de la lutte contre la corruption et la malversation et trois équipes affectées à la vérification, aux enquêtes et à la prévention.
- Budget annuel : 30 millions de dollars
- Composée à terme de près de 190 personnes issues du regroupement des organismes suivants :
  - Escouade Marteau de la Sûreté du Québec
  - Équipe d'enquête sur la malversation-corruption de Revenu Québec
  - Unité anticollusion du ministère des Transports
  - Enquêteurs-vérificateurs de la Commission de la construction du Québec (CCQ) et de la Régie du bâtiment du Québec
  - Vérificateurs du ministère des Affaires municipales
- Mandat : « Assurer la coordination des actions en matière de prévention et de lutte contre la corruption en matière contractuelle dans le secteur public » et « diriger ou coordonner les activités de toute équipe d'enquête ou de vérification formée de membres de son personnel ou désignée par le gouvernement ».

SOURCE : SITE INTERNET DE L'UPAC

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?**
nouvelles@lapresse.ca

**UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?**
commentaires@lapresse.ca

## SOMMAIRE


| | | | |
|---|---|---|---|
| Amusez-vous ! | AFFAIRES **14** | Loteries | A **22** |
| Astrologie du jour | VOYAGE **6** | Monde | A **22 à 27** |
| Bourses | AFFAIRES **12 et 13** | Petites annonces | VOYAGE **5** |
| Décès | AFFAIRES **7 à 9** | | et AFFAIRES **4** |
| Forum | A **28 et 29** | Sudoku | AFFAIRES **4** |
| Horaire télévision | VOYAGE **10** | | |


### Météo

Passages nuageux en journée, averses la nuit, maximum **20**, minimum **14**. VOYAGE **5**

**EXCLUSIF** UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION

FABRICE DE PIERREBOURG

**Malgré leur expertise, les trois quarts des enquêteurs et agents de renseignement de l'unité anticollusion de Jacques Duchesneau, au ministère des Transports, notamment d'ex-policiers spécialistes du crime organisé, ne pourront être intégrés à l'Unité permanente anticorruption (UPAC), a appris *La Presse*. Raison invoquée par Québec: ils ne sont pas fonctionnaires!**

« L'UPAC est un organisme gouvernemental et, en vertu de la loi, ses membres doivent être issus de la fonction publique », confirme Anne-Frédérick Laurence, porte-parole de l'UPAC.

La quinzaine d'enquêteurs de l'escouade Duchesneau, qui avaient fait carrière dans la GRC, le SPVM et la SQ, ont été avertis au mois d'avril qu'ils devaient passer un concours d'entrée dans la fonction publique pour poursuivre leur travail. Celui-ci a eu lieu le 27 août.

Or, selon nos sources, la majorité d'entre eux, choqués et dépités, ont rejeté ce processus ou bien n'ont pas été admis au concours malgré leur expérience dans la lutte contre le crime organisé, notamment.

Si bien que rares sont ceux qui se sont présentés à l'examen du Conseil du Trésor.

Aujourd'hui, certains ont même déjà quitté leur emploi ou s'apprêtent à le faire. Le contrat de cinq de ces enquêteurs arrive à échéance dans un mois. Pour cinq autres, ce sera en avril 2012.

Pour le moment, selon notre estimation qu'ont confirmée trois sources, à peine un quart des membres de l'unité du ministère des Transports devraient survivre à ce processus de sélection.

À court terme, cela signifie que plusieurs des enquêtes menées par l'unité de Jacques Duchesneau sont déjà en suspens ou sur le point de l'être.

À moyen terme, l'UPAC, dont le gouvernement avait annoncé la formation en grande pompe, en février 2011, pour justifier son refus de mettre sur pied une commission d'enquête sur l'industrie de la construction, sera privée de l'expertise d'une dizaine de ces spécialistes du ministère des Transports.

« Oui, c'est certain qu'il y a une expertise que l'on aimerait bien conserver, mais le concours va nous permettre d'en trouver d'autres tout aussi variées », a dit Anne-Frédérick Laurence. Elle ajoute que les contrats de ces enquêteurs seront honorés jusqu'à leur terme et qu'une période de transition leur permettra de passer leurs dossiers aux nouveaux venus.

## Travail de terrain

L'ex-chef de police de Montréal avait recruté cette quinzaine de spécialistes à l'hiver 2010, lors de la création de l'unité anticollusion du ministère des Transports. Quatre avaient travaillé à la GRC, quatre à la police de Montréal et trois à la Sûreté du Québec. Il s'agit d'enquêteurs, d'analystes et d'agents de renseignement.

Leur mandat consistait à examiner les contrats et chantiers du MTQ afin de « prévenir la collusion dans l'attribution de tous les contrats dans lesquels le Ministère a une participation financière directe ou indirecte ».

Chaque enquêteur avait sous sa responsabilité un ou plusieurs chantiers, en particulier ceux, majeurs, qui touchent le réseau routier de la région métropolitaine. La présence des enquêteurs y était presque constante, y compris lors des réunions de chantier.

Leur mission était de taille lorsqu'on sait que le ministère des Transports va investir 4 milliards dans le réseau routier en 2011-2012.

Sur le terrain, les membres de l'escouade Duchesneau avaient la réputation d'être plutôt actifs. Est-ce une relation de cause à effet? On a même noté depuis quelques mois une baisse du prix moyen des soumissions de l'ordre de 10 à 20 %.

L'activité soutenue de cette unité ne semble pas avoir plu à tout le monde. Lorsque Jacques Duchesneau a dû se retirer, en novembre 2010, à la suite d'allégations de financement illégal de son parti aux élections municipales de 1998, certaines voix se sont publiquement demandé si cela n'était pas la conséquence d'une manœuvre de déstabilisation. Citée par *Le Devoir*, une source gouvernementale avait même affirmé: « M. Duchesneau et son équipe font des enquêtes qui dérangent certaines personnes qui essaient de le tasser de là. [...] Ils veulent lui faire la *job*. »

L'ex-chef de police avait réintégré ses fonctions trois mois plus tard après avoir été blanchi par le Directeur général des élections. *La Presse* avait aussi publié peu auparavant une enquête qui concluait que Jacques Duchesneau n'avait utilisé ni prête-nom ni financement occulte à cette époque.

Jacques Duchesneau n'a pas voulu émettre de commentaire. On ignore s'il poursuivra ou non sa carrière à l'UPAC.

## Nouvelle tuile

Il n'en demeure pas moins que ce départ forcé des enquêteurs du MTQ est une nouvelle tuile sur la tête de l'UPAC, qui n'a encore rien accompli de très probant depuis sa création, mis à part une série de perquisitions au mois d'avril en Montérégie.

Cette unité dirigée par Robert Lafrenière, ancien chef des enquêtes à la Sûreté du Québec, a aussi fait les frais d'une campagne de boycottage des procureurs de la Couronne au printemps dernier. En réaction à l'imposition d'une loi d'exception pour les forcer à mettre fin à leur grève, ils avaient signifié qu'ils ne se porteraient pas candidats à la vingtaine de postes de procureur à pourvoir à l'UPAC.

Neuf postes ont toutefois été ouverts à la mi-août par Me Louis Dionne, Directeur des poursuites criminelles et pénales.

À terme, près de 15 procureurs syndiqués travailleront à l'UPAC sous la responsabilité de Me Sylvain Lépine. Le bureau de Me Louis Dionne n'a pas rappelé *La Presse*.

Malgré ces embûches, l'UPAC assure que sa « machine est en route »: « Le recrutement va très bien, indique Anne-Frédérick Laurence. Et même si toutes ces équipes ne travaillent pas physiquement ensemble, il y a beaucoup d'échange d'informations depuis l'entrée en fonction du commissaire. »

Pour joindre notre journaliste:
**fdepierrebourg@lapresse.ca**

MONTRÉAL PLUS

SPVM

# Changements majeurs à l'escouade Éclipse

EXCLUSIF

GABRIEL BÉLAND

Quelques mois après la publication d'un rapport accablant sur le profilage racial, la police de Montréal a décidé de changer la mission de sa brigade de lutte contre les gangs de rue, a appris *La Presse*. Le groupe Éclipse va élargir son mandat au-delà des gangs, cesser de cibler des secteurs troubles de la ville et épaulera désormais les postes de quartier.

Créé en 2008, le groupe Éclipse a essuyé de nombreuses critiques. Après la mort de Fredy Villanueva, au mois d'août de la même année, des criminologues ont suggéré qu'Éclipse avait pu aggraver les tensions entre la population et les policiers à Montréal-Nord. Le style direct et agressif des patrouilleurs de cette unité était selon eux incompatible avec celui de la « police communautaire » que prône le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Le nouveau mandat de la brigade découle d'ailleurs directement de l'affaire Villanueva, peut-on lire dans un document interne de la police daté du 8 septembre dernier. « Dans le cadre d'une enquête publique, le SPVM a fait l'objet de pressions médiatiques en plus d'être interpellé par ses partenaires communautaires sur le profilage racial et les méthodes d'intervention des policiers du groupe Éclipse », y explique-t-on.

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

**Le groupe Éclipse va élargir son mandat au-delà des gangs, cesser de cibler des secteurs troubles de la ville et épaulera désormais les postes de quartier.**

À la suite de ces pressions médiatiques et communautaires, « une révision du mandat du groupe Éclipse est demandée par le directeur Marc Parent », précise le document, intitulé *Révision du mandat du groupe Éclipse*.

Les changements sont majeurs et reflètent le renforcement de l'approche « communautaire » au SPVM. Ils visent à harmoniser le travail de la brigade spéciale avec celui des postes de quartier. La mission d'Éclipse sera désormais de soutenir les policiers locaux quand ils en font la demande.

**Le nouveau chef du SPVM avait déclaré quelques semaines après sa nomination que la brigade « véhiculait une image négative du SPVM auprès des jeunes ».**

Les patrouilleurs de la brigade ne cibleront plus des « endroits criminogènes » – comme les parcs ou les bars fréquentés par des gangs –, mais plutôt les individus eux-mêmes. La principale cible de la brigade devient « la criminalité de violence sous toutes ses formes » au lieu des gangs.

### Les quartiers multiethniques ne sont plus visés

Cette vaste refonte était attendue depuis la nomination en août 2010 de Marc Parent à la tête du SPVM. Le nouveau chef a toujours été critique de la brigade et avait déclaré quelques semaines après sa nomination qu'elle « véhiculait une image négative du SPVM auprès des jeunes ».

Puis un rapport commandé par le SPVM a conclu que la naissance d'Éclipse coïncidait avec une hausse marquée des contrôles d'identité de personnes noires à Montréal-Nord. Au printemps, à l'issue d'une consultation publique sur le profilage racial, la Commission des droits de la personne a invité le SPVM à « revoir ses politiques et ses pratiques » en matière de lutte contre les incivilités « afin d'en détecter et d'en éliminer les impacts discriminatoires ».

Pour Réal Ménard, qui siège à la Commission de la sécurité publique de la Ville, ces changements sont une excellente nouvelle. « Je suis très content que M. Parent et le SPVM aient réorienté le mandat d'Éclipse, a expliqué l'élu de Vision Montréal, hier. Ce qui me réjouit, c'est qu'on ne cible plus des endroits criminogènes comme des parcs, des ruelles, des rues, mais qu'on s'attaque vraiment à des individus. On fait vraiment du profilage criminel en ciblant des individus. »

« Éclipse ne fait plus que des interventions dans les quartiers multiethniques, mais bien dans l'ensemble de la Ville de Montréal », note Réal Ménard.

La Ville de Montréal a préféré ne pas commenter la nouvelle et a dirigé *La Presse* vers le SPVM, où personne ne nous a rappelé.

HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL

# L'agrandissement serait une menace pour la montagne

GABRIEL BÉLAND

L'agrandissement proposé de l'Hôpital général de Montréal représente une menace pour le mont Royal, conclut un rapport de l'Office de consultation publique de Montréal rendu public hier.

L'Office invite les élus montréalais à s'opposer au changement de zonage qui permettrait à l'institution d'étendre ses activités à un immeuble résidentiel voisin. Le projet d'agrandissement de l'Hôpital général « est difficilement réconciliable avec les impératifs de protection à long terme de la montagne », note le rapport.

L'hôpital situé à flanc de montagne clame depuis des années qu'il est trop à l'étroit dans ses bâtiments actuels. Il aimerait donc pouvoir installer des bureaux et des cliniques externes au 1750, Cedar, une adresse environnante, et aménager sur son terrain de nouvelles cases de stationnement en partie enfouies.

Le projet « n'occasionnerait pas de nouvel empiètement sur les espaces verts de la montagne puisque l'agrandissement serait dû, en bonne partie, à l'usage institutionnel du 1750, Cedar », reconnaît l'Office. Mais il conclut que « l'extension des fonctions hospitalières en dehors de l'empreinte "historique" de l'hôpital accroîtrait le poids de l'hôpital en face du parc du mont Royal et augmenterait les nuisances sur l'avenue Cedar ».

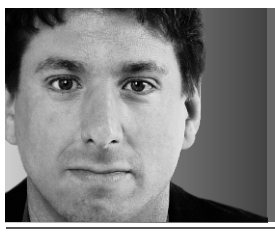
La Ville et l'Hôpital général de Montréal sont donc invités à retourner à leur table à dessin. L'Office insiste pour qu'ils trouvent « une solution plus respectueuse » du mont Royal.

Le rapport a évidemment été mal reçu au Centre universitaire de Santé McGill (CUSM), dont fait partie l'hôpital. « Nous sommes surpris et déçus, a expliqué la porte-parole du CUSM, Caroline Phaneuf. Nous croyons que les plans actuels permettent d'atteindre un bon équilibre entre les besoins des patients et la protection et la mise en valeur de la montagne. »

Les Amis de la montagne ainsi qu'Héritage Montréal ont quant à eux bien accueilli les recommandations de l'Office. Celles-ci ont été transmises au maire de Montréal, Gérald Tremblay, qui est aussi maire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le CUSM n'entend pas modifier son projet et espère que le conseil municipal et l'arrondissement l'approuveront tel quel.

# Le superprocès du juge Brunton



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

C'est un signe encourageant. La procureure de la poursuite aux superprocès des Hells Angels a annoncé un changement majeur de stratégie.

On va recentrer le tout.

Au lieu d'essayer de faire condamner les 124 motards pour 22 meurtres, les procureurs de l'État ont ciblé les accusations les mieux étayées.

On ordonne donc la « suspension » des accusations concernant toute une série de meurtres afin de raccourcir les débats. Le ministère public pense ainsi écourter de 30 à 40 % le temps de présentation de la preuve.

C'est évidemment le bon sens. Quand on enquête sur une organisation criminelle pendant deux ans, on peut découvrir des milliers de crimes. Il faut cibler les plus graves – ce qu'on a fait ici – et, entre ces plus graves, choisir ceux qui sont les plus « gérables » dans un procès.

Pour ce qui est de la peine, il n'y a pas de différence entre une condamnation pour 5 meurtres et une condamnation pour 22 meurtres. Une fois qu'on a condamné quelqu'un à l'emprisonnement à vie, on peut difficilement en rajouter.

Pour les accusés aussi, un ciblage est plus juste puisqu'ils ne sont pas noyés dans une mer d'accusations.

Les autres accusations ne sont pas abandonnées, elles sont « suspendues » par la poursuite, « malgré sa conviction d'être en possession d'une preuve légalement admissible permettant la condamnation des accusés ».

■■■

Ironique… Le printemps dernier, le juge James Brunton a décrété l'arrêt du processus judiciaire contre 31 personnes (parmi les 155 motards), pour les accusations de trafic et de gangstérisme.

Pourquoi ? Parce qu'il anticipait des délais totalement déraisonnables pour juger l'ensemble des 155 accusés.

Or, la poursuite avait proposé, au printemps, de réduire le nombre d'accusations. Une proposition jugée tardive et pas vraiment concrète.

Le juge Brunton a estimé que la seule issue possible était d'écarter les dossiers les moins graves et de maintenir les accusations de meurtre contre 124 motards.

Il avait estimé que, sans cela, les 31 auraient leur procès dans plus de 10 ans.

Or, avec cette stratégie de recentrage, on peut prévoir – ou espérer – des délais moindres. Le raisonnement qui a mené le juge à sa conclusion s'en trouve donc affaibli, et sans doute cela aidera-t-il la cause de la poursuite en appel.

Quoi qu'il en soit, cette décision concerne deux procès : celui des 19 Hells du « chapitre » de Québec et, bientôt, celui d'une trentaine du « chapitre » de Sherbrooke.

■■■

Cette décision arrive au moment où entrent en vigueur les nouvelles dispositions du Code criminel destinées à faciliter la gestion de ces énormes dossiers.

On donne plus de pouvoirs aux juges pour gérer ces dossiers ; on permet de regrouper toutes les causes pour décider des points de droit communs (au lieu de répéter les arguments) ; en cas de nouveau procès, on permet d'importer les décisions juridiques du premier procès au lieu de reprendre le débat ; on nommera deux jurés suppléants.

Le système donne donc quelques signes d'adaptation aux nouvelles réalités policières et criminelles…

***Quand on enquête sur une organisation criminelle pendant deux ans, on peut découvrir des milliers de crimes. Il faut cibler les plus graves – ce qu'on a fait ici – et, entre ces plus graves, choisir ceux qui sont les plus « gérables » dans un procès.***

### Le juge Brunton

J'ai dit dans ces pages, et assez durement, mon désaccord avec le jugement Brunton qui libérait les 31. Pour moi, c'était prématuré, et c'était une intervention dans les prérogatives de la poursuite.

Mais s'il y a un homme d'une irréprochable intégrité, c'est bien cet ancien procureur de la Couronne fédérale, qui a passé une bonne partie de sa carrière d'avocat à lutter contre le crime organisé.

Aussi, je trouve particulièrement vicieuse l'insinuation lancée par un entrepreneur au sujet des relations d'affaires du gendre du juge Brunton.

Radio-Canada a révélé lundi que la Sûreté du Québec a ouvert une enquête. Pourquoi ? Le gendre du juge est associé dans une entreprise qui loue des échafaudages. Sa société en a loué un à une société d'affichage qui appartient en partie à un ancien motard, Normand Ouimet. Ce Ouimet est au nombre des 124 motards encore accusés – de meurtre. Il a aussi bénéficié d'un arrêt du processus judiciaire partiel, car il était également accusé de trafic et de gangstérisme.

Le gendre est-il un ami de Ouimet ? Non. Un associé ? Non plus. Le fréquente-t-il ? Pas du tout. L'a-t-il déjà même rencontré ? Apparemment non.

Alors quoi ? Alors rien. On ne peut pas exiger d'une entreprise qu'elle vérifie le dossier judiciaire de tous les associés des entreprises avec lesquelles elle fait affaire ! Si l'on peut exiger de l'État qu'il ne fasse pas affaire avec des entreprises délinquantes, on ne peut pas reprocher à un homme d'affaires d'avoir une relation commerciale légale et épisodique avec une entreprise où travaille un motard, encore moins s'il l'ignore.

Quant au juge, il n'était pas au courant de ce non-événement.

Il n'y a là aucun « conflit d'intérêts » ni même apparence de conflit d'intérêts. Rien qu'une coïncidence insignifiante, grossie à l'ère de l'internet.

Comme les procès sont sur le point de commencer, il n'y a qu'une chose à faire : vider la question immédiatement et passer à autre chose. La défense ou la poursuite peuvent demander la récusation du juge. On est dans l'univers des perceptions dans un procès d'une importance historique, et bien des gens sont nerveux, bien des gens ont toutes sortes d'intérêts.

Mais juridiquement, ça ne passe pas la rampe. Espérons qu'on écartera ça rapidement et pour de bon.

Pour joindre notre chroniqueur : **yves.boisvert@lapresse.ca**

# La police arrête un suspect pour l'enlèvement du petit Kienan

LA PRESSE CANADIENNE

CROWSNEST, ALB. — La Gendarmerie royale du Canada en Alberta a annoncé hier que le présumé kidnappeur Randall Hopley avait été arrêté.

La police avait identifié Hopley comme le seul suspect dans la disparition du jeune Kienan Hebert, âgé de 3 ans, enlevé de sa résidence de Sparwood, en Colombie-Britannique, mercredi dernier.

Le bambin y a été mystérieusement retrouvé dimanche, apparemment sain et sauf.

La caporale Annie Linteau, de la Gendarmerie royale du Canada, a confirmé hier que l'accusé avait été arrêté, mais elle n'a pas voulu donner plus de détails.

### Vastes recherches

La disparition du petit Kienan avait déclenché de vastes opérations de recherche autour de sa maison à Sparwood, et une alerte Amber a été en vigueur pendant plusieurs jours. Les policiers l'ont étendue jusqu'à l'Alberta voisine.

Randall Hopley, âgé de 46 ans, est un agresseur sexuel connu des forces de l'ordre.

Il a été condamné à plusieurs reprises au cours des 20 dernières années, y compris pour introduction par effraction et agression.

PHOTO PRESSE CANADIENNE
**Randall Hopley est un agresseur sexuel connu, selon la police.**

INTERVENTION MUSCLÉE

# Plaintes en déontologie contre des policiers

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Des plaintes ont été portées contre des agents de la police de Montréal par un groupe de jeunes qui estiment avoir été injustement traités au cours d'une intervention musclée, la semaine dernière, sur le boulevard Saint-Laurent.

Les médias ont largement fait état hier de la diffusion sur l'internet de trois vidéos de cette intervention.

Un groupe de jeunes sortaient d'une projection de film quand des policiers ont tenté de dresser des constats d'infraction contre deux d'entre eux, qui consommaient de l'alcool sur la voie publique.

La tension a rapidement monté et les agents ont arrêté trois jeunes gens, selon les images diffusées en ligne. Dans l'une des vidéos, on peut voir une jeune femme se faire projeter contre une borne de stationnement par un policier, ce que plusieurs considèrent comme un geste de brutalité.

La jeune femme, Audrey-Anne Pouliot, a confirmé à *La Presse* qu'elle a porté plainte contre les agents, tout comme ses amis qui ont été arrêtés.

TOUT COMME LA SÉRIE 7 DE BMW, CETTE OFFRE NE PASSERA PAS INAPERÇUE.

Le BMW 750i xDrive 2012 a été conçu pour ceux qui savent où ils vont. La technologie de pointe BMW ConnectedDrive vous offre les outils les plus avancés, tels que des caméras d'aide au stationnement, la fonction streaming Bluetooth, le système de vision nocturne et l'afficheur tête relevée. Le moteur Turbo TwinPower V8 de 4,4 L et la direction active intégrale délivrent une puissance électrisante, tandis que le système xDrive® à traction intégrale vous assure une maniabilité hors du commun. Ne manquez pas cette occasion de vivre l'expérience du BMW 750i xDrive 2012. Visitez le concessionnaire le plus proche.

JUSQU'AU 2 OCTOBRE SEULEMENT.

**BMW 750i xDrive 2012**

| PRIX DE VENTE | MENSUALITÉS À LA LOCATION | TAUX À LA LOCATION |
|---|---|---|
| 91 012 $** | 998 $* 15 687 $ MONTANT DÛ À LA LIVRAISON | 3,9 %* JUSQU'À 39 MOIS |

**ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS** 4 ans ou 80 000 km†

**Montréal BMW Canbec**
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

**Laval BMW Laval**
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

**Rive-Sud Park Avenue BMW**
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

**Rive-Sud BMW Sainte-Julie**
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

**Blainville Hamel BMW**
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

**West Island BMW West Island**
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 91 012 $, ce qui inclut le PDSF (110 300 $), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 $), la taxe sur la climatisation (100 $), la taxe de gestion des pneus (12 $). Les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 $) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 750i xDrive 2012 en stock. *Offre à la location : 110 300 $ sur 39 mois à un taux d'intérêt annuel de 3,9 %, avec un acompte de 10 950 $, pour des mensualités de 998 $. Un montant de 15 687 $ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalant à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 46 326 $. L'obligation locative totale est de 52 495,91$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 $ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 octobre 2011. †Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2011 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

# Il égorge un sans-abri et conserve son oreille

## Sûr que les filles préfèrent les « bad boys », l'accusé espérait ainsi devenir populaire

CAROLINE TOUZIN

En vacances à Montréal avec sa famille, Julien Labrie a refusé d'accompagner ses parents au cinéma le soir du 26 juin 2009. Il s'est plutôt rendu au square Viger, où il a poignardé à mort un sans-abri endormi sur un banc.

Désespéré par son manque de succès auprès des filles et convaincu qu'elles préfèrent les mauvais garçons (*thugs*), il a raconté aux policiers qu'il avait tué une personne au hasard pour réussir à les séduire.

Après plusieurs heures d'interrogatoire, où il avait commencé par nier en bloc, le jeune homme de 21 ans, originaire de Sept-Îles, a fini par dévoiler ses motivations. « Je pensais juste aux filles, pas moyen de les avoir », a-t-il expliqué à l'enquêteuse Nancy Demers, de la section des crimes majeurs du Service de police de la Ville de Montréal.

Le procès de Julien Labrie, accusé de meurtre non prémédité, se tient devant jury au palais de justice de Montréal. Hier, les jurés ont visionné l'enregistrement vidéo de ce long interrogatoire, produit en preuve par la Couronne.

Après être passé aux aveux, l'accusé, l'air penaud, s'est mis à exprimer des regrets. « J'ai comme laissé mon corps agir. Je suis pas fier de moi en estie », raconte-t-il. « Comment ça s'est passé ? », poursuit la policière. « Dégueulasse », réplique-t-il.

**Après plusieurs heures d'interrogatoire, où il avait commencé par nier en bloc, le jeune homme de 21 ans, originaire de Sept-Îles, a fini par dévoiler ses motivations. « Je pensais juste aux filles, pas moyen de les avoir », a-t-il expliqué à l'enquêteuse Nancy Demers, de la section des crimes majeurs du SPVM.**

### « L'amour ne s'achète pas »

Le jeune homme a raconté sa version des événements par bribes, éludant souvent les questions et s'exprimant par des clichés comme « l'amour ne s'achète pas ». L'interrogatoire, qui dure sept heures, est parsemé de longs silences. L'accusé répète plusieurs fois que tout s'est passé très vite, en « sept secondes ».

Il ne connaissait pas sa victime. Il a tenu à préciser que jamais il ne s'en serait pris à une femme. « Tu les aimes, les femmes ? », lui demande l'enquêteuse. « Tu fais juste le dire puis je sens la vague dans mes yeux », lance-t-il.

Labrie s'est servi d'un petit couteau repliable, qu'il a abandonné sur place. Il est rentré à l'hôtel du centre-ville où séjournait toute la famille. Il s'est lavé les mains, tachées du sang de la victime, puis a préparé à manger.

Lorsque sa mère et son beau-père sont rentrés du cinéma, peu après minuit, il les attendait devant l'hôtel. Il a demandé à son beau-père s'il pouvait lui parler en privé. Sa mère est montée à la chambre.

« Quelque chose de grave est arrivé avec un crasseux », a-t-il dit à son beau-père. Il lui a ensuite montré un morceau de l'oreille droite du sans-abri.

Croyant à une simple bagarre, le beau-père, Mario Mourant, a témoigné plus tôt au procès qu'il avait attendu le lendemain matin pour se rendre à un poste de police avec sa femme et le jeune homme. Ce dernier est resté dans la voiture, puis il a tenté de quitter les lieux à pied. Les policiers l'ont rattrapé et arrêté pour voies de fait.

Les enquêteurs ont mis peu de temps à faire le lien entre le récit des parents du jeune homme et la découverte du corps du sans-abri, la veille, dans le square Viger.

Vers 23 h 20, le 26 juin, Éric Tremblay a été découvert dans une mare de sang à côté d'un banc de parc, la gorge tranchée, a raconté le procureur de la Couronne Thierry Nadon lors de son résumé de la preuve aux jurés.

### Poignardé à plusieurs reprises

L'autopsie a révélé 13 plaies sur le corps de la victime, dont l'une très profonde, au cou, comme si l'auteur du crime s'était acharné à cet endroit, a témoigné le pathologiste André Bourgault, plus tôt au procès.

La mère du jeune homme, Johanne Blais, a pour sa part décrit l'adolescence difficile de son fils. Il a dû être placé dans un foyer d'accueil. Il s'automutilait. Lors de crises, il pouvait tout saccager autour de lui. Il a tout cassé dans cinq ou six logements qu'il a occupés à l'âge adulte, a-t-elle raconté. Avant de partir en vacances, son fils travaillait comme aide-boucher dans une épicerie de Sept-Îles.

L'avocate de Labrie, Me Annie Émond, a admis que son client avait « causé la mort » du sans-abri. Elle n'a toutefois pas encore annoncé si elle entendait présenter une défense et, si oui, quelle en serait la teneur. Le procès se poursuit aujourd'hui.

Location à partir de 299 $ par mois/48 mois, taxes en sus

FORESTER 2.5X 2011

À LA LOCATION◊ :

- Comptant exigé : 1 466,44 $ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 2 028,38 $ (taxes incluses)

À LA LOCATION 0 $ dépôt de sécurité

km alloués 24 000 km/année

km excédentaires 0,10 $/km

De série sur la Forester et la Outback 2011

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Moteur BOXER SUBARU
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Lève-glaces électriques
- Coussins gonflables frontaux et latéraux aux places avant
- Système de contrôle de la dynamique du véhicule
- Vaste aire de chargement
- Freins ABS



Modèle illustré : Outback 3.6R 2011

Location à partir de 349 $ par mois/48 mois, taxes en sus

OUTBACK 2.5i Commodité 2011

À LA LOCATION◊ :

- Comptant exigé : 2 325,56 $ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 3 064,09 $ (taxes incluses)

2011 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES‡ alg MEILLEURE MARQUE GRAND PUBLIC GAMME SUBARU 2011

Meilleur choix sécurité† INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY Gamme Subaru 2011

PZEV PARTIAL ZERO EMISSION VEHICLE VÉHICULES À ÉMISSIONS QUASI NULLES

Forester, Legacy et Outback disponibles en version PZEV

Optez pour la technologie PZEV, la solution écologique abordable et sans compromis.

subaru-pzev.ca

SUBARU

Japonais et plus encore ! | www.quebec.concessionsubaru.ca

SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE
SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND
CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY
SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES
SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY
JOLIETTE SUBARU JOLIETTE
JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU
SUBARU BROSSARD BROSSARD
SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX
LACHUTE SUBARU BROWNSBURG
SUBARU AUTO CENTRE MONTRÉAL
SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

◊ À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCI. ‡ Prix valeurs résiduelles 2011 ALG Canada pour la gamme Subaru : première position au classement général, catégorie marque grand public. † Mention « Meilleur choix sécurité » pour tous les modèles 2011. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (64 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (49,8 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 30 septembre 2011.

# Menacée d'expulsion, une Mexicaine joue son va-tout

ANABELLE NICOUD

Paola Ortiz est mexicaine. Arrivée au Canada en 2006, elle a vu sa demande d'asile rejetée et craint maintenant d'être expulsée vers son pays d'origine. La jeune femme est pourtant non seulement mariée à un Canadien, mais elle est aussi mère de deux jeunes enfants nés ici.

La jeune femme soutient avoir été victime de violences physiques et sexuelles au Mexique. Les agressions de son ancien conjoint, agent de la police fédérale, l'ont poussée à fuir son pays. Elle a depuis donné naissance à deux enfants et espérait obtenir l'asile politique au Canada, mais la Commission d'immigration et du statut du réfugié du Canada (CISR) estime que les autorités mexicaines protègent suffisamment les femmes victimes de violences.

« Au Canada, on prétend qu'il existe une protection de l'État au Mexique. Évidemment, là-bas, personne ne croit ça », dit l'avocat de Paola Ortiz, Stewart Istvanffy. En 2009, indique-t-il, la Cour interaméricaine des droits de l'homme s'est prononcée contre le Mexique au sujet des morts violentes de trois femmes à Ciudad Juárez. « Il y a une violation systématique des droits de la personne. Il n'y a pas de protection au Mexique », poursuit-il.

La jeune femme a alors fait une demande de résidence permanente pour laquelle elle est parrainée par son mari canadien. Elle a obtenu son certificat de sélection du Québec (CSQ) et son dossier est toujours en traitement du côté fédéral. Pourtant, la menace d'expulsion est toujours réelle. « Si on a un CSQ, pourquoi veut-on déporter les gens alors qu'il y a une acceptation ici ? », s'interroge son avocat.

Paola Ortiz doit rencontrer demain un agent de renvoi. Elle craint de recevoir alors sa date d'expulsion. « Elle s'affole », dit Me Istvanffy. La jeune femme, encore traumatisée par son passé, s'inquiète aussi pour ses deux enfants, citoyens canadiens, qui, à 4 et 2 ans, font l'objet d'un suivi médical : l'aînée souffre d'un problème auditif et le cadet a été diagnostiqué autiste.

Paola Ortiz espère maintenant obtenir sa résidence permanente, afin de pouvoir poursuivre sa vie ici.

Le Mexique est l'un des 10 pays d'où proviennent la grande majorité des demandeurs d'asile au Canada.

Témoignage de la mère d'Arturo Gatti

# « Elle jouait au yo-yo avec mon fils »

CHRISTIANE DESJARDINS

La dernière fois qu'Ida Gatti a vu son fils Arturo en vie, en juin 2009, il s'apprêtait à rejoindre Amanda Rodrigues au Brésil. « Vous êtes en train de divorcer. Penses-tu qu'elle te veut du bien? N'y va pas, c'est un piège », lui a recommandé Mme Gatti.

C'est en sanglotant qu'Ida Gatti, 67 ans, a raconté cet épisode, hier, alors qu'elle témoignait au procès qui l'oppose à Amanda Rodrigues, veuve de son fils Arturo. Mme Gatti considère que Mme Rodrigues, 25 ans, a manipulé son fils et qu'elle a joué au yo-yo avec lui. Elle demande à la Cour supérieure de reconstituer le testament que son fils aurait fait en 2007 au New Jersey, d'annuler celui qu'il a rédigé le 17 juin 2009, trois semaines avant sa mort, et de déclarer Mme Rodrigues indigne d'hériter. Le dernier testament fait de Mme Rodrigues l'unique héritière des millions de l'ex-boxeur. Le procès, ouvert la semaine dernière, est présidé par la juge Claudine Roy, à Montréal.

D'origine italienne, pratiquement analphabète et ne parlant ni anglais ni français, Mme Gatti a témoigné pendant toute la journée d'hier à l'aide d'un interprète. Elle a raconté qu'Arturo était le cinquième de ses six enfants. Il n'avait pas 20 ans quand il s'est exilé au New Jersey pour rejoindre son frère aîné, Joe, afin de poursuivre sa carrière de boxeur. Il a eu trois femmes importantes dans sa vie: Viviane, avec qui il est sorti cinq ans; Erica, avec qui il a eu une fille née en mars 2006; et Amanda Rodrigues, qu'il a épousée en août 2007. Mme Gatti affirme avoir vu Mme Rodrigues pour la première fois en mars 2007, lors d'un voyage au New Jersey. « C'était une belle jeune fille, mais elle ne me semblait pas normale », a dit Mme Gatti.

Elle semble avoir apprécié sa belle-fille par la suite. « Elle m'appelait maman », a-t-elle dit. Elle a appris en août 2007 que son fils et Amanda venaient de se marier aux États-Unis. « Maman, je suis mariée. Tu es ma mère, je suis ta fille », lui a dit Amanda au cours d'une conversation téléphonique.

Le couple se trouvait au New Jersey, mais, en mai 2008, il est venu s'installer à Montréal. En attendant que leur appartement soit prêt, Arturo et Amanda ont habité au sous-sol de la maison de Mme Gatti, à Rivière-des-Prairies. Amanda était enceinte et, selon Mme Gatti, la relation semblait correcte dans le couple. C'est après l'accouchement que les choses se sont gâtées. Arturo et sa jeune femme se disputaient souvent. Il y a même eu un épisode, en décembre 2008, où la police est intervenue.

En janvier 2009, Arturo est revenu s'installer dans le sous-sol de sa mère pendant que Mme Rodrigues demeurait dans l'appartement avec leur enfant, Arturo Junior. Mais Mme Rodrigues appelait souvent Arturo, et elle venait aussi le voir. Mme Gatti se souvient que la jeune femme criait souvent après lui. Elle a entendu Arturo dire: « Laisse-moi tranquille un peu. » Mme Gatti affirme qu'un jour, elle a vu Amanda frapper Arturo sur la poitrine à plusieurs reprises en lui disant: « I'll kill you, I'll kill you! » (« Je vais te tuer. »)

En juin 2009, Mme Gatti est allée visiter l'appartement qu'Arturo venait d'acheter sur le boulevard Saint-Laurent. Il comptait s'y installer seul et faisait aménager une chambre pour son fils. Il était question de divorce, assure Mme Gatti. Puis est arrivé le voyage au Brésil, duquel Arturo n'est pas revenu. Il est mort pendu le 11 juillet 2009, dans l'appartement de Porto de Galinhas où il se trouvait avec Mme Rodrigues et leur fils.

### Les rires avant les larmes

En contre-interrogatoire, Me Pierre-Hugues Fortin, qui représente Mme Rodrigues, a cherché à démontrer que sa cliente avait une belle relation avec Mme Gatti à l'époque. La jeune Brésilienne avait même insisté pour que Mme Gatti assiste à son accouchement, en septembre 2008. L'avocat a produit nombre de photos où l'on voit Mme Gatti et sa belle-fille rire et danser ensemble. La jeune femme s'est aussi arrangée pour que Mme Gatti et son mari viennent à Cuba avec eux, en décembre 2008.

Mme Gatti affirme qu'Arturo et Amanda étaient séparés entre janvier et juin 2009. Mais elle a admis qu'ils se voyaient quand même et qu'ils voyageaient ensemble occasionnellement.

Mme Gatti a indiqué qu'elle avait appris l'existence du premier testament d'Arturo lors des funérailles de celui-ci, à l'été 2009. C'est Pat Lynch (gérant d'Arturo) ou son frère, John Lynch, qui lui en auraient parlé. Rédigé en 2007 au New Jersey, ce testament ne serait pas signé. Dans ce document, Arturo avantageait sa fille, Sofia, née en mars 2006 au New Jersey, mais il léguait aussi un demi-million de dollars à sa mère ainsi que des biens à son frère cadet, Fabrizio.

Mme Gatti assure qu'elle n'est pas intéressée par l'argent. D'ailleurs, si elle devait avoir gain de cause à l'issue de ce procès, elle donnerait sa part à Sofia.

« Et Arturo Junior? », lui a demandé Me Fortin.

« Je ne sais pas, a hésité Mme Gatti. Sofia, je la vois. Aujourd'hui, ma réponse, c'est ça. Demain, je ne sais pas. »

Le procès se poursuit ce matin, avec la suite du contre-interrogatoire de Mme Gatti.

PHOTO GRAHAM HUGHES, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

**La mère d'Arturo Gatti (avec son fils Fabrizio sur notre photo) a témoigné pendant toute la journée d'hier au procès qui l'oppose à Amanda Rodrigues.**

MONTRÉAL PLUS

# Un bar de la rue de la Montagne sous la loupe

## Le DJ MC Mario et ses partenaires ont perdu le contrôle de leur établissement

EXCLUSIF

VINCENT LAROUCHE

Le populaire DJ MC Mario et ses partenaires ne sont plus maîtres de leur chic boîte de nuit de la rue de la Montagne, où le sang coule régulièrement, où des groupes criminels sèment la pagaille et où un promoteur corrompu aurait mis en place un système payant pour faire entrer les mineurs, croit la police.

*La Presse* a appris que la Régie des alcools, des courses et des jeux a convoqué une audience à la demande des policiers dans le dossier du Club 1234, propriété des hommes d'affaires Giovanni Setaro et Jean Faille ainsi que de l'ancien DJ des matchs du Canadien de Montréal, Mario Tremblay.

Le bar demeure une destination prisée des noctambules. Son succès n'est pas étranger à la popularité du DJ, avec ses 3 millions d'albums vendus et son émission de radio à Virgin 95,9 FM, classée au premier rang dans les sondages.

Mais selon un rapport de la police de Montréal, l'endroit est devenu un problème de sécurité publique dans les dernières années en raison de la violence qui y sévit de façon récurrente, de la présence de gangs de rue et, de manière générale, de la « perte de contrôle de l'établissement ».

**De 2005 à 2010, la police y a dénombré plus de 40 incidents violents : portiers frappés à coups de couteau ou de coup-de-poing américain, clients battus par les portiers, bagarres à coups de verres, de bouteilles et de chaises impliquant jusqu'à 50 personnes à la fois.**

### À coups de chaise et de revolver

De 2005 à 2010, la police y a dénombré plus de 40 incidents violents : portiers frappés à coups de couteau ou de coup-de-poing américain, clients battus par les portiers, bagarres à coups de verres, de bouteilles et de chaises impliquant jusqu'à 50 personnes à la fois.

Un client y a été atteint de deux coups de feu au cours d'un affrontement entre gangs de rue. Un autre est tombé du deuxième étage. Un gangster en possession d'un pistolet chargé a été arrêté devant le bar après une bagarre. Deux coups de feu ont aussi été tirés devant l'établissement en octobre 2007. Une douille de 9 mm avait été trouvée près de l'entrée.

Des policiers qui intervenaient au Club 1234 ont été encerclés, se sont fait agresser, mordre, lancer des projectiles et battre à coups de pied, selon le SPVM.

Un ex-gérant de l'endroit aurait par ailleurs frayé avec le crime organisé. Au cours d'une rencontre avec des policiers au bar, il se serait excusé de porter un t-shirt aux couleurs des Hells Angels Nomads de l'Ontario, en expliquant qu'il revenait tout juste d'une soirée avec les motards.

La présence récurrente de mineurs dans cet environnement inquiète aussi la police.

Au cours d'une visite en 2006, les agents ont vu plusieurs adolescentes s'échapper par la porte arrière. Des membres d'un gang étaient présents, une odeur de marijuana flottait sur la piste de danse et un portier fumait un joint. Une autre visite la même année a permis de découvrir de 100 à 150 mineurs de 16 ou 17 ans. En mars 2009, un mineur aurait même été roué de coups par un portier.

### Surplus pour mineurs

Quelques mois plus tôt, la police avait produit un rapport sur un stratagème mis en place pour faire entrer illégalement des adolescents.

« Plusieurs mineurs se plaindraient du fait qu'ils doivent maintenant payer un surplus pour entrer à l'établissement et, incapables d'y entrer via les portiers, ils le feraient via un promoteur qui est le fils mineur de (censuré) » lit-on dans le résumé produit par la Régie.

Les dirigeants du bar n'ont pas souhaité commenter le rapport de la police avant l'audience, prévue au mois d'octobre.

Comme le recensement de la police s'arrête en janvier 2010, ce sera à ce moment que les propriétaires pourront dire s'ils ont réglé le problème depuis.

# Un centre communautaire ravagé par les flammes

TRISTAN PÉLOQUIN

Un centre communautaire qui vient en aide à des dizaines de familles démunies de l'arrondissement de Ville-Marie a été ravagé par les flammes hier matin.

L'incendie a éclaté vers 3 h. La centaine de pompiers dépêchés sur les lieux n'ont pas été en mesure de sauver l'immeuble, qui abrite la Maison Adrianna, rue de Rouen, près de la rue Bercy.

La mauvaise nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre dans le quartier Sainte-Marie, à l'extrémité est de l'arrondissement de Ville-Marie. Chaque semaine, la Maison Adrianna distribue des paniers de provisions à une centaine de familles ainsi qu'à une centaine de personnes seules.

« Nous cherchons un moyen de continuer la distribution. Nous devons trouver un local rapidement », a dit Christian Daraîche, camionneur pour l'organisme.

Les bénéficiaires payaient 10 $ par mois pour recevoir chaque semaine un panier de provisions. « Il y avait pour au moins 50 $ de nourriture dans chaque panier – du lait, du pain, du fromage, du yogourt. Il y en avait assez pour tenir le coup deux ou trois jours. Maintenant que tout est détruit, ça va être plus compliqué de boucler les fins de mois », a déploré Stéphane Rondeau, inscrit sur la liste de distribution de l'organisme.

PHOTO PATRICK SANFACON, LA PRESSE

**Chaque semaine, la Maison Adrianna distribue des paniers de provisions à une centaine de familles ainsi qu'à une centaine de personnes seules. C'est pourquoi le directeur général de l'établissement, Rénald Lebeuf, cherche à recueillir des dons pour réinstaller rapidement l'organisme. Moisson Montréal l'aidera à trouver des solutions.**

Les employés rencontrés hier étaient sous le choc. « Il faut rapidement trouver une solution. Beaucoup de gens dans le besoin dépendent de nous », a dit Yamna Douadi, responsable de la distribution alimentaire. Près d'une quinzaine de personnes atteintes de déficience intellectuelle, affectées à la confection des paniers, perdent aussi leur emploi.

La Maison Adrianna donnait également des meubles aux victimes d'incendie qui n'avaient pas d'assurances pour se rééquiper. « C'est ironique que ce soit maintenant au tour de l'organisme de réclamer de l'aide », commente un de ses bénévoles, Stéphane Bernatchez.

### Des dons demandés

Le directeur général de la Maison Adrianna, Rénald Lebeuf, cherche à recueillir des dons pour réinstaller rapidement l'organisme. Moisson Montréal l'aidera à trouver des solutions.

En attendant, deux organismes du quartier – le centre Claude-Malépart et le centre alimentaire populaire Centre-Sud – vont se charger des bénéficiaires de la Maison Adrianna. « Nous fournissons des denrées à 213 organismes à Montréal. Nous sommes habitués à ce genre de crise », assure Dany Michaud, directeur général de Moisson Montréal.

CYBERPRESSE.CA

**INCENDIE**

Voyez les images de l'incendie qui a ravagé l'immeuble abritant la Maison Adrianna, rue de Rouen, dans le quartier Sainte-Marie, à : **cyberpresse.ca/incendie**


0,25 %* TAUX DE LOCATION

LOCATION 25 MOIS + 25 MOIS D'ENTRETIEN SANS FRAIS†

SUR TOUS LES MODÈLES ACURA 2012 EN INVENTAIRE

ACURA DEVANT.

LES CÉLÉBRATIONS DU VINGT-CINQUIÈME

acuraquebec.ca

TL 2012

579 $ PAIEMENT MENSUEL LOCATION 25 MOIS*

0 $ COMPTANT

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

TL et RDX 2012 disponibles immédiatement. TSX, MDX, RL et ZDX 2012 disponibles à compter du 1er octobre 2011; 25 octobre 2011; 10 décembre 2011; 1er février 2012 respectivement. Tous modèles disponibles pour commande immédiate. Le client peut commander un véhicule 2012 qui n'est pas en inventaire afin de garantir l'offre actuelle qui sera honorée à la livraison du véhicule. * L'acheteur avisé lit les petits caractères : * Offre d'une durée limitée du 1er septembre au 30 septembre 2011 applicable à la location pour usage personnel seulement du modèle neufs Acura TL 2012 (UA8F2CJ) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 25 mois au taux de 0,25% s'élève à 579 $ moyennant un versement initial de 0 $. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 41 166 km pour 25 mois au taux de 0,15 $/ km. † Entretien sans frais (déterminé par le système d'aide-mémoire d'entretien Acura) offert sur tous les modèles Acura 2012 achetés entre le 1er septembre 2011 et le 29 février 2012 pour 25 mois à compter de la date d'achat ou 50 000 km; selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire Acura pour une liste complète des exclusions et items d'entretien. L'offre se termine le 29 février 2012, sujet à changement ou annulation sans préavis. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valide sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

## Cinquième anniversaire du drame de Dawson

# Un jardin pour Anastasia

DAPHNÉ CAMERON

Le collège Dawson a souligné hier le cinquième anniversaire de la fusillade qui a coûté la vie à Anastasia De Sousa en offrant un « jardin de paix » à ses élèves ainsi qu'à tous les Montréalais. Quelques centaines de personnes s'y sont recueillies lors d'une cérémonie émouvante qui a rassemblé les héros et les victimes de cette tragédie. Au premier rang se trouvaient les membres de la famille De Sousa, vêtus de rose, la couleur favorite d'Anastasia. Les premiers policiers à arriver sur les lieux, des victimes, d'anciens élèves et des professeurs y étaient également.

Le jardin est aménagé en forme de huit, le symbole mathématique de l'infini. L'« arbre d'Anastasia », offert par la police de Montréal lors du premier anniversaire de la fusillade, se dresse au centre du jardin. Hier, il était décoré de rubans roses et blancs. Le responsable du Jardin pour la paix, l'enseignant Chris Adam, a expliqué que les fleurs qui avaient été déposées devant le collège au lendemain de la tuerie avaient servi de compost pour nourrir la terre où pousse l'arbre d'Anastasia.

« Ce que vous nous avez donné il y a cinq ans continue de fleurir aujourd'hui, a-t-il affirmé. Le jardinage est un acte d'amour. Le jardin symbolise la vie, l'espoir et la renaissance. »

Nelson et Louise de Sousa ont été touchés de voir le jardin prendre forme.

« C'est un beau geste, un beau symbole. Un jardin, ça donne de la place à tout le monde. N'importe qui pourra venir, que ce soit pour penser ou pour avoir une minute », a affirmé Louise De Sousa après la cérémonie.

« Ça va permettre aux gens de se déconnecter d'un monde qui est très complexe », a ajouté Nelson De Sousa.

### Rencontre avec M. Harper

Plusieurs voix se sont élevées, hier, pour demander au gouvernement conservateur de maintenir le registre des armes à feu.

Nelson et Louise De Sousa n'ont pas voulu « parler de politique » mais, il y a quelques jours, ils se sont dits insultés par le fait que le premier ministre Steven Harper ait toujours refusé de les rencontrer pour parler du contrôle des armes à feu.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a déclaré hier qu'il tenterait de faire adopter à l'unanimité une motion à la prochaine réunion du conseil municipal pour demander à M. Harper de rencontrer les De Sousa.

« Je pense qu'avec tout le courage et le respect que vous avez démontrés à travers cette épreuve très difficile vous devriez au moins avoir l'opportunité de rencontrer le premier ministre du Canada », a-t-il affirmé dans un discours.

Le syndicat des élèves de Dawson a également demandé une rencontre avec le premier ministre.

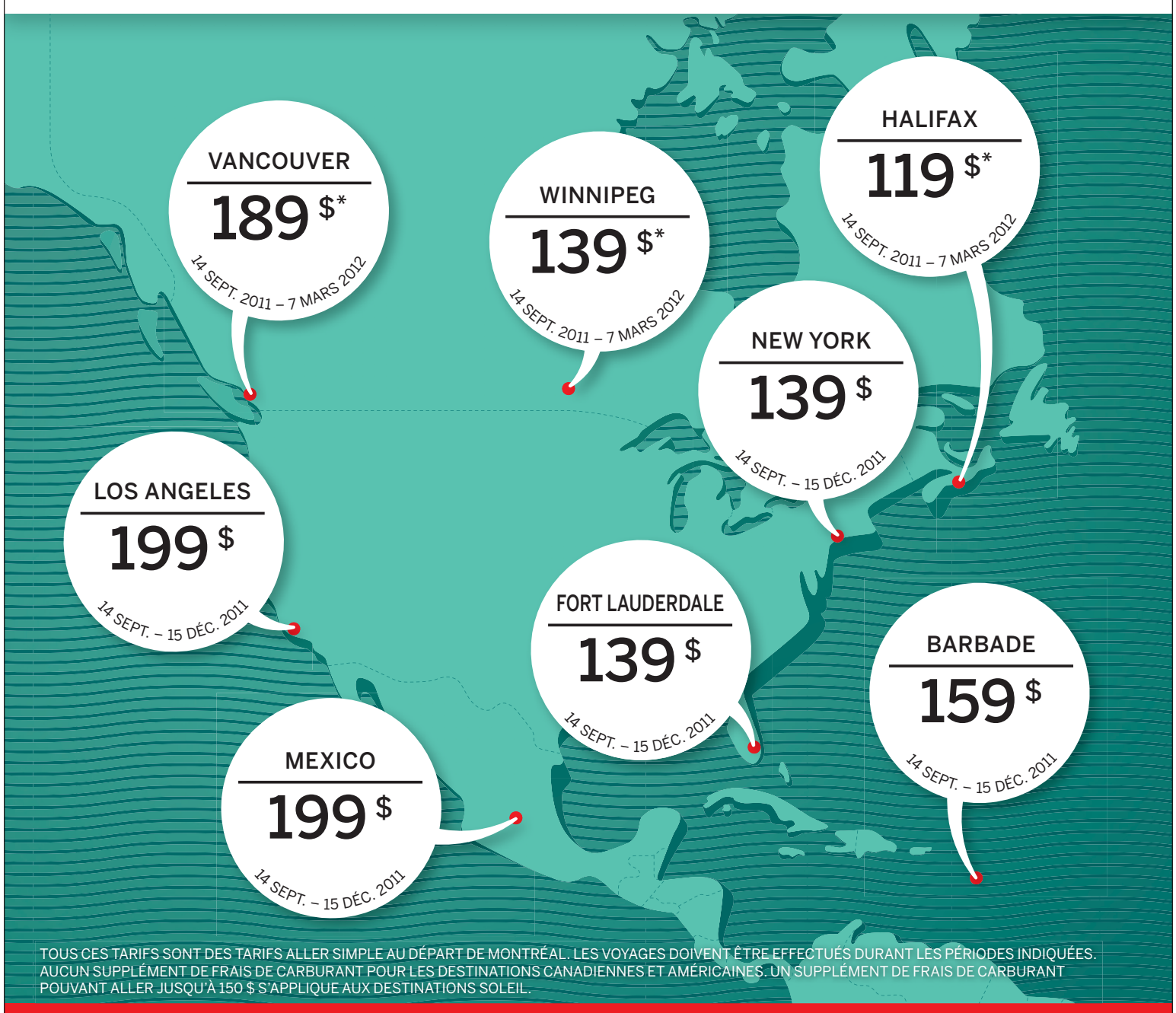
Rappelons que, un mois et demi après la fusillade, une délégation composée d'employés de Dawson, de victimes et de leurs proches s'était rendue à Ottawa pour parler à Stephen Harper. Un rendez-vous avait même été fixé, mais le premier ministre n'avait finalement pas pu se présenter. Depuis, les parents d'Anastasia De Sousa ne sont jamais parvenus à le rencontrer. Lors des dernières élections fédérales, où les conservateurs ont obtenu un gouvernement majoritaire, l'une des promesses du parti était d'abolir le registre des armes d'épaule.

« En supprimant le registre des armes d'épaule, le gouvernement du Canada compromet la sécurité des Canadiens », a déclaré la présidente du syndicat des élèves de Dawson, Audrey Deveault. « Le premier ministre doit discuter avec les communautés touchées par la violence par armes à feu. Nous croyons qu'il y a des façons de rendre le registre des armes à feu fonctionnel pour tous les Canadiens. Nous espérons que notre premier ministre acceptera d'entendre nos idées. Nous espérons qu'il va prendre le temps de rencontrer la jeunesse de son pays. »

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

**Les parents d'Anastasia De Sousa, Nelson et Louise, ont accroché hier un ruban rose dans l'arbre d'Anastasia planté au milieu du Jardin pour la paix du collège Dawson.**

ALLER LOIN




TOUS CES TARIFS SONT DES TARIFS ALLER SIMPLE AU DÉPART DE MONTRÉAL. LES VOYAGES DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉS DURANT LES PÉRIODES INDIQUÉES. AUCUN SUPPLÉMENT DE FRAIS DE CARBURANT POUR LES DESTINATIONS CANADIENNES ET AMÉRICAINES. UN SUPPLÉMENT DE FRAIS DE CARBURANT POUVANT ALLER JUSQU'À 150 $ S'APPLIQUE AUX DESTINATIONS SOLEIL.

Des villes qui vous appellent.
Des tarifs prêts-à-partir.

NOTRE MONDE EST EN SOLDE
JUSQU'AU 15 SEPTEMBRE 2011.

Pour réserver, visitez aircanada.com, appelez-nous au 1 888 247-2262
ou encore, communiquez avec votre agent de voyages.

aeroplan

aircanada.com

**Service aux personnes malentendantes (ATS ) : 1 800 361-8071. Des frais s'appliquent au premier bagage enregistré pour les voyages effectués à compter du 11 octobre 2011 vers les destinations américaines. Des frais s'appliquent au deuxième bagage enregistré pour les destinations canadiennes, américaines et les Caraïbes.** Pour tous les détails concernant la franchise de bagages et les frais, visitez aircanada.com/bagages. Les billets doivent être achetés au plus tard le 15 septembre 2011. Les taxes, les redevances et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. **Destinations canadiennes :** les voyages doivent prendre fin au plus tard le 7 mars 2012. *Les tarifs annoncés ne sont pas disponibles entre le 16 décembre 2011 et le 8 janvier 2012. L'achat quatorze jours à l'avance est requis. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada ou des transporteurs aériens Air Canada Express[MC] (Jazz Aviation LP, Central Mountain Air, Sky Regional Airlines Inc., Air Georgian ou Exploits Valley Air Services Ltd.). **Destinations soleil et américaines :** les voyages doivent prendre fin au plus tard le 15 décembre 2011. D'autres bas prix sont aussi disponibles pour des voyages effectués du 9 janvier au 29 février 2012 vers les destinations soleil, et pour des voyages effectués jusqu'au 7 mars 2012 vers les destinations américaines. L'achat jusqu'à quatorze jours à l'avance peut être requis. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada, des transporteurs aériens Air Canada Express[MC] (Jazz Aviation LP, Central Mountain Air, Sky Regional Airlines Inc., Air Georgian ou Exploits Valley Air Services Ltd.), de United Airlines, membre du réseau Star Alliance[MD], ou des transporteurs aériens United Express (SkyWest Airlines, Chautauqua Airlines, Shuttle America, Trans States Airlines, GoJet Airlines ou Mesa Airlines) ou Continental Express (ExpressJet). [MD]Star Alliance est une marque déposée d'Air Canada au Canada. [MC]Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada.

POLITIQUE

# L'ADQ met Legault sur la glace

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Froissé par le peu d'empressement que met François Legault à courtiser l'ADQ, l'état-major de Gérard Deltell a décidé de se faire désirer, hier, et opté pour une stratégie de repli.

La direction de l'ADQ s'est réunie à Montréal lundi soir dernier. Avec les fuites des dernières semaines, on a mis l'accent sur l'importance de préserver la confidentialité des échanges.

Gérard Deltell, toujours très réticent à l'idée d'un rapprochement trop rapide avec la Coalition pour l'avenir du Québec de François Legault, a constaté rapidement le peu d'empressement de l'ex-ministre péquiste à tendre la main aux adéquistes. Il n'y aura pas d'échanges sérieux entre les deux groupes avant la fin des consultations régionales entamées lundi soir, soit à la mi-octobre. Selon lui, les positions des deux groupes ne sont pas « inconciliables », mais des compromis devront être faits des deux côtés.

Pour l'heure, on a donc décidé de « préparer l'ADQ » à ces discussions. Plusieurs tendances se côtoient dans le parti de Gérard Deltell. Certains, plus proches d'Adrien Pouliot, l'ex-patron de CFCF, sont opposés à tout rapprochement avec François Legault. La Commission des jeunes de l'ADQ s'oppose catégoriquement à une fusion avec la Coalition pour l'avenir du Québec: « Nous souhaitons le maintien de l'Action démocratique du Québec comme parti politique autonome », a-t-elle écrit dans un communiqué.

« Il existe plusieurs différences de nature fondamentale entre le programme de la Coalition et celui de l'Action démocratique, notamment en ce qui concerne les finances publiques, la gestion de la Caisse de dépôt, la santé, la langue et la culture », poursuit le communiqué.

## Avec des gants

Le texte d'une résolution adoptée par la direction de l'ADQ montre bien qu'on aborde le rapprochement avec beaucoup de prudence: « Il est proposé que le comité de direction soit mandaté pour développer un modus operandi afin de donner suite à la volonté du chef d'examiner le contexte menant éventuellement à des discussions avec la Coalition pour l'avenir du Québec. »

La direction du parti a en outre discuté du texte souhaité par Gérard Deltell, qui tenait à ce que les valeurs fondamentales de l'ADQ soient couchées sur papier avant tout rapprochement avec le groupe de M. Legault. Obtenu par *La Presse*, le texte ne parle pas de la gestion du réseau de la santé, une pomme de discorde potentielle entre les deux groupes – l'ADQ souhaite que le secteur privé y joue un rôle, ce que réprouve François Legault.

PHOTO SIMON SÉGUIN-BERTRAND, ARCHIVES LE DROIT

**Le chef de l'ADQ, Gérard Deltell, insiste pour que des compromis soient faits des deux côtés, en cas de rapprochement avec la Coalition pour l'avenir du Québec de François Legault.**

En revanche, on y précise maintes fois que l'État ne doit pas intervenir davantage dans la vie des Québécois, une mise en garde à l'ex-ministre péquiste, perçu comme favorable à un État omniprésent.

Pour l'ADQ, le secteur privé doit être « le moteur du développement économique », et l'État « n'a pas comme rôle de se substituer à l'entreprise privée ».

On réaffirme enfin les racines fédéralistes du parti de Mario Dumont: « Les Québécois doivent contribuer à un Canada uni et démocratique. »

À LA RENTRÉE

Des solutions pour faciliter vos déplacements

Pour mieux composer avec les nombreux chantiers routiers, le ministère des Transports du Québec vous propose divers moyens à intégrer dans la planification de vos déplacements quotidiens.

**Économisez temps et argent et évitez les tracas en optant** pour l'efficacité du **transport collectif. Profitez des incitatifs financiers** très intéressants qui vous sont offerts et expliqués sur le site **quebec511.info**.

**Planifiez mieux vos déplacements** en visitant la section ***Mobilité Montréal*** du site **quebec511.info**. Utilisez ce moyen efficace pour trouver l'information la plus complète sur les entraves et l'état de la circulation et optez pour des itinéraires de rechange.

**Informez-vous** avec **Radio Circulation 730 AM**, *la circulation, en tout temps.*

**Employeurs et employés :** convenez ensemble de mesures pour faciliter vos déplacements.

*Facilitez-vous la rentrée avec ces solutions.*

**Bonne route !**

Transports Québec

# Nouvelles critiques contre Marois

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le Parti québécois vogue vers une cuisante défaite avec Pauline Marois à la barre, a prévenu le président de l'association péquiste de Mont-Royal, Martin-Guy Cormier, lors d'une rencontre régionale des circonscriptions de Montréal–Ville-Marie, la semaine dernière.

Des participants à cette rencontre, préalable à celle des présidents de l'ensemble du Québec, samedi à Montréal, ont indiqué que M. Cormier avait repris quelques-unes des remarques percutantes qu'avait faites Atim Leon quand il avait quitté la direction de Montréal-Centre, fin août.

« Le PQ, avait-il écrit, est en train de foncer dans un mur électoral historique. » M. Leon, qui a quitté son poste pour des raisons personnelles, avait critiqué durement la chef dans sa lettre de démission: « Il faudrait être sourd pour ne pas entendre, tout autour de nous, la rumeur lancinante qui voue M^me^ Marois à la défaite électorale. En bref, on dit: elle ne passe pas. »

Joint hier, M. Cormier n'a pas voulu commenter les informations de *La Presse*, rappelant que ces rencontres devaient se dérouler dans la plus stricte confidentialité.

Président de l'association péquiste de Gouin, Jacques Thériault a vertement critiqué les responsables de ces fuites sur la teneur des délibérations des militants péquistes, mais il a toutefois confirmé l'exactitude des propos rapportés hier, selon lesquels, samedi, M. Thériault s'était opposé à la tenue d'états généraux sur la souveraineté: « Je ne suis pas d'accord avec les états généraux, je crois que cet exercice est une perte de temps, on a d'autres choses à faire », a-t-il renchéri hier. Il déplore qu'on mette en exergue les sorties de quelques présidents, « une minorité qui ont *challengé* M^me^ Marois », alors que « la grande majorité a réitéré sa confiance en elle ».

« Quand M^me^ Marois a dit qu'elle dirigerait le PQ aux prochaines élections, la grande majorité des présidents l'ont applaudie, seulement quelques-uns sont restés assis », a-t-il relevé.

# Ultimatum du PQ sur l'immigration

## Il faut mieux franciser ou baisser le nombre de nouveaux arrivants, plaide le député Blanchet

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Accueillir 50 000 immigrants par année au Québec, comme veut le faire le gouvernement Charest, c'est trop, estime le Parti québécois. Les structures d'accueil et de francisation actuelles sont à son avis insuffisantes pour tous les intégrer.

En conférence de presse, hier, le député de Drummond, Yves-François Blanchet, s'est dit préoccupé par le fait que 51 % des allophones qui délaissent leur langue maternelle choisissent le français, alors que 49 % optent pour l'anglais. C'est l'une des statistiques qui se trouvent dans les cinq études rendues publiques vendredi dernier par l'Office québécois de la langue française. Le premier ministre Jean Charest, lui, estime que cette donnée est plutôt une bonne nouvelle, dans la mesure où la proportion était de 39 % en 1996.

M. Blanchet reconnaît cette progression, mais il la juge faible. Se réjouir de cette statistique, « c'est accepter le fait que Montréal soit une ville bilingue », a déploré le porte-parole du Parti québécois sur les questions linguistiques.

Selon lui, les mesures de francisation actuelles sont « inopérantes ». À moins d'investir davantage, le gouvernement Charest doit revoir à la baisse le nombre d'immigrants qu'il entend accueillir chaque année de 2012 à 2015. « C'est clair qu'à l'heure actuelle, à la lumière de l'échec des mesures existantes, le chiffre de 50 000 apparaît trop élevé », a-t-il dit.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

**Les mesures d'intégration des immigrants sont insuffisantes, fait valoir Yves-François Blanchet, du Parti québécois.**

### « Lancer des chiffres en l'air »

Cette cible se trouve dans le plan d'immigration actuellement à l'étude à l'Assemblée nationale. Le gouvernement l'a diminuée, puisqu'elle était de 55 000 pour les années 2008 à 2011. Notons que, dans les faits, le Québec a accueilli 54 000 immigrants en 2010.

M. Blanchet n'a pas voulu dire quelle cible serait réaliste au motif qu'« on n'est pas capable d'avoir un état des lieux clair » sur la façon dont sont utilisées les ressources en matière de francisation et sur les raisons pour lesquelles ces ressources sont insuffisantes. « Il y a un équilibre à établir entre l'existence de mesures efficaces de francisation des immigrants et le nombre que l'on veut accueillir, a-t-il souligné. Si l'on veut en accueillir davantage, assurons-nous de façon vérifiable et quantifiable qu'il y a intégration harmonieuse. À défaut d'être capable d'établir qu'il y a intégration harmonieuse, réduisons le nombre. »

M. Blanchet reproche au gouvernement, mais aussi à François Legault – dont la coalition propose de ramener la cible à 45 000 pendant deux ans – de « lancer des chiffres en l'air » sans connaître l'état des lieux en matière de francisation.

### Cours de français

Le PQ propose notamment de rendre obligatoires les cours de français pour les immigrés qui n'en ont pas une connaissance « fonctionnelle ». En 2007, le Parti québécois avait présenté un projet de loi visant à priver les immigrés de l'éventuelle citoyenneté québécoise et à leur interdire de se porter candidats aux élections s'ils n'ont pas appris le français au bout de trois ans. Le PQ remet l'idée en question. « Les réflexions, compte tenu de l'importance de l'enjeu, vont se continuer. Mais la citoyenneté ne sera pas conditionnelle. Ce qu'on devra faire, c'est développer, réfléchir à des mesures qui vont, comment dire, quasiment ne pas donner le choix » d'apprendre le français, a affirmé M. Blanchet. Selon lui, « en canalisant les gens vers l'obligation de maîtriser le français pour être fonctionnel dans notre société, on fait un geste qui est à la fois responsable et légitime ».

Le PQ préconise également l'application de la loi 101 dans les cégeps et les entreprises de 11 à 49 employés.

## ÉTATS GÉNÉRAUX : L'INCERTITUDE PERDURE

Le Parti québécois confirme que la tenue des états généraux sur la souveraineté est incertaine. « C'est possible qu'il n'y en ait pas, c'est possible qu'il y en ait. La réflexion a cours. On souhaite qu'il y en ait, ce que l'on ne peut garantir parce que nous sommes un participant parmi d'autres », a affirmé Yves-François Blanchet. Le député péquiste siège au conseil d'administration du Conseil de la souveraineté. Le président Gérald Larose a déclaré à *La Presse* qu'il y a seulement une chance sur deux que les états généraux aient lieu, parce que plusieurs groupes souverainistes posent des conditions. Après une rencontre vendredi dernier où aucune décision n'a été prise, le conseil d'administration se réunira de nouveau le 28 septembre.

# Charette veut 14 000 immigrants de moins par année

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Il faut temporairement accueillir 14 000 immigrants de moins par année, croit Benoît Charette, ex-péquiste qui flirte avec François Legault.

Le député indépendant présentera officiellement cette proposition demain, à la dernière journée de la consultation sur la politique d'immigration 2012-2015 du gouvernement.

Il veut diminuer de 54 000 à 40 000 le nombre de nouveaux arrivants. C'est la réduction la plus significative défendue à ce jour par un élu. L'ADQ et la Coalition pour l'avenir du Québec de M. Legault ont avancé le chiffre de 45 000. Le gouvernement Charest propose 50 000 et le PQ prône une réduction, sans fournir de chiffre.

Cette réduction ne durerait toutefois qu'une année. M. Charette voudrait ensuite accueillir 2000 immigrants de plus par année. On retrouverait ainsi le seuil de 50 000 après cinq ans.

« La réduction que je propose est un moyen, et non une fin », insiste M. Charette. S'il veut temporairement diminuer le nombre d'immigrants, c'est pour pouvoir « complètement » réviser leur sélection, accueil et intégration. « C'est pour cela que je place cette recommandation à la fin de mon document. Je ne dis pas qu'il y a trop d'immigrants. Je dis que peu importe leur nombre, la priorité, c'est de bien les intégrer. Et ça, on le fait mal en ce moment. »

Le député de Deux-Montagnes voudrait que chaque candidat soit rencontré avant sa sélection. Un « contrat d'accompagnement » de trois ans serait conclu. « Un tel encadrement existe déjà, mais il ne se fait pas de façon systématique », explique-t-il.

Il propose de modifier la grille de pointage pour que 60 % des gens sélectionnés soient formés dans un emploi en demande. Il souhaite aussi qu'au moins 75 % des gens sélectionnés aient 35 ans ou moins.

M. Charette a démissionné du PQ en juin, car il ne voulait plus que son parti parle autant de la souveraineté. Il a déjà affirmé que si son « ami » François Legault formait un parti, il aimerait y adhérer. Mais hier, il n'a pas voulu se prononcer sur le manifeste de M. Legault sur la langue et la culture.

POLITIQUE

# Les coûts de surveillance de Turcot gonflent

## Le PQ craint que cela cache des problèmes de solidité de la structure

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Les coûts de surveillance de l'échangeur Turcot ont gonflé de 30 % en 2011, selon un document obtenu par le Parti québécois en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le député critique en transports, Nicolas Girard, craint que cette hausse cache la découverte de problèmes importants sur la solidité de la structure et réclame la publication de tous les rapports d'inspection d'ici jeudi, ce à quoi se refuse le nouveau ministre.

En mars dernier, le contrat de 15 millions accordé au consortium SNC-Lavalin/Cima +/Dessau pour surveiller l'échangeur a été majoré de 4,5 millions, selon ce document obtenu par l'opposition officielle. « Qu'est-ce qui justifie cette augmentation ? Quels éléments ont été découverts par les ingénieurs sur l'échangeur Turcot ? Le MTQ a toutes les informations en main, mais le public ignore le contenu des rapports et des analyses », déplore Nicolas Girard.

Au lendemain de l'effondrement de paralumes dans le tunnel de l'autoroute Ville-Marie, l'ancien ministre des Transports, Sam Hamad, a maintes fois assuré que les études sur Turcot seraient rendues publiques à l'automne, engagement qu'il a réitéré la semaine dernière lors de sa dernière sortie publique. Son remplaçant, Pierre Moreau, s'est lui aussi engagé à instaurer une culture de la transparence au MTQ.

### Ultimatum du PQ

Nicolas Girard met maintenant le nouveau ministre au défi de passer de la parole aux actes en les rendant publics d'ici 48 heures. « S'il veut changer la culture au MTQ, il doit passer à l'action aujourd'hui. »

Pierre Moreau assure que la hausse des coûts ne révèle en rien l'état de la structure. « L'échangeur Turcot est en fin de vie et on doit le maintenir dans un état sécuritaire jusqu'à ce que le nouvel échangeur soit prêt. Il faut nous assurer que les 290 000 automobilistes qui empruntent chaque jour le fassent en toute sécurité. [...] Lorsque les ingénieurs du Ministère nous disent qu'on doit continuer à surveiller, on dégage des sommes parce qu'il y a un prix pour assurer la sécurité des gens et on ne fera pas des économies là-dessus. » Le nouveau ministre des Transports ajoute que Turcot est actuellement la « structure la plus surveillée au Québec ».

Quant à l'ultimatum du PQ, Pierre Moreau refuse de s'y plier, promettant néanmoins de rendre publics les rapports d'inspection « dans les prochains jours », probablement la semaine prochaine. Il dit d'abord vouloir en prendre connaissance, lui qui est en poste depuis moins d'une semaine. « Le jour où je vais les rendre publics, vous allez me demander de les commenter. Je serais mal avisé de vous dire que je ne les ai pas lus. »

Début septembre, le MTQ a d'ailleurs refusé une demande de *La Presse* faite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information pour obtenir ces rapports, invoquant notamment une clause sur les secrets industriels permettant d'en empêcher la publication.

Nicolas Girard juge « inacceptable de faire ça au compte-gouttes et selon l'humeur ou le calendrier du ministère des Transports. [...] Il y a clairement une crise de confiance entre la population québécoise et le ministère des Transports, et le gouvernement Charest, parce qu'on joue à la cachette sur l'état de nos infrastructures routières à Montréal. Il faut y mettre fin maintenant ». Le PQ compte profiter de la reprise des travaux parlementaires mardi pour accentuer la pression.

— Avec William Leclerc

**« Qu'est-ce qui justifie cette augmentation ? Quels éléments ont été découverts par les ingénieurs sur l'échangeur Turcot ? Le MTQ a toutes les informations en main, mais le public ignore le contenu des rapports et des analyses »** — Nicolas Girard, député péquiste et critique en transports

PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

**En mars dernier, le contrat de 15 millions accordé au consortium SNC-Lavalin/Cima +/Dessau pour surveiller l'échangeur a été majoré de 4,5 millions, selon un document obtenu par l'opposition officielle.**


LES CHÈQUES : C'EST TELLEMENT POSTDATÉ

Virement INTERAC MD est la façon rapide, simple et sécuritaire d'envoyer et de recevoir de l'argent. Vous avez simplement besoin de l'adresse courriel de votre destinataire et d'un accès bancaire en ligne. Renseignez-vous à Interac.ca/virement.

Interac MD Virement

ADIEU AUX CHÈQUES TOURNÉE 2011

VOUS POURRIEZ GAGNER DES BILLETS POUR LE CONCERT DE VOTRE CHOIX ET PLUS ENCORE !*

POUR PARTICIPER, ALLEZ À ADIEUCHEQUES.CA

*Aucun achat requis. Le Concours prend fin le 22 octobre 2011 à 23h59 HE. Ouvert à tous les résidents légaux du Canada (qui ont atteint l'âge de la majorité) avec un compte bancaire ouvert au Canada avant le 9 septembre 2011. Vous devez vous inscrire en ligne au www.adieucheques.ca. Un (1) grand prix d'un Voyage digne d'une vedette rock pour deux personnes n'importe où au Canada ou aux États-Unis (à l'exclusion d'Hawaii), d'une valeur au détail approximative de cinq mille dollars (5 000 $ CA). Quarante-quatre (44) prix, chacun au choix du gagnant, (i) d'une (1) carte-cadeau d'une valeur de trois cents dollars (300 $ CA) pour assister à un concert canadien et une (1) carte-cadeau iTunes* d'une valeur de cinquante dollars (50 $ CA) OU (ii) d'un (1) Virement Interac unique de trois cents dollars (300 $ CA). Les chances de gagner dépendent du nombre de bulletins de participation admissibles. Il faut répondre à une question réglementaire.

MD Le logo INTERAC, Virement INTERAC et le visuel du camion blindé sont des marques déposées d'Interac inc. Utilisé sous licence.

DÉCOUVRIR_un nouveau sens

nissan.ca

# La tournée arrive, chargée à bloc.

**Étapes de la tournée « Branchez-vous sur la Nissan LEAF[MC] »:**

6 septembre : Park Avenue Nissan - Brossard

8 septembre : Boucherville Nissan - Boucherville

9 septembre : Cité Nissan - Montréal

10 septembre : Les Galeries Nissan - St-Hyacinthe

La révolution électrique est arrivée et elle passera bientôt près de chez vous.
Visitez www.nissan.ca/tourdeconduiteelectrique pour en savoir plus
et réservez un essai routier.

La Nissan LEAF[MC] à zéro émission, 100 % électrique. Innover pour tous.

Bouclez toujours votre ceinture de sécurité et ne prenez jamais le volant si vous avez consommé de l'alcool. © Nissan Canada Inc.

POLITIQUE

# Trois courses, un candidat

VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Normalement, une course à la direction est un moment excitant pour un parti politique. Une occasion de renouveau, de débats et de forte visibilité médiatique.

À Ottawa, pas moins de trois partis doivent se trouver un nouveau chef. Mais outre le NPD, qui commence à s'agiter un peu, c'est le calme plat.

En fait, il n'y a pour le moment qu'un seul candidat déclaré pour trois courses à la direction. La liste s'allongera prochainement au NPD, mais c'est le silence au PLC et le désert au Bloc québécois.

Le désarroi du Bloc, réduit au statut de parti marginal avec seulement quatre députés, se comprend. Il serait étonnant, dans l'état actuel du parti, que les candidats fassent la queue pour remplacer Gilles Duceppe. Pratiquement rayé de la carte, le Bloc végète maintenant sous les 10 % dans les intentions de vote et verra son financement annuel disparaître graduellement. Rien de très attrayant.

En fait, la première question que doivent se poser les bloquistes (et le mouvement souverainiste) n'est pas de savoir qui devrait remplacer M. Duceppe, mais s'il faut le remplacer, point.

Le sort des libéraux, quoique peu enviable, est moins désespéré. Le nombre de députés libéraux (34) et leur expérience parlementaire leur assurent une certaine visibilité, et le parti garde de profondes racines partout au pays. Pourtant, personne ne semble pressé de prendre la relève de Michael Ignatieff, ce qui laisse au chef intérimaire, Bob Rae, toute la place pour au moins deux ans. Visiblement, M. Rae se plaît bien à ce poste et, bien qu'il se soit engagé à ne pas se porter candidat à la direction du parti, plusieurs de ses collègues croient qu'il pourrait tenter de s'accrocher.

Bob Rae n'est pas un mauvais candidat, mais pour le renouveau, on repassera. On a l'impression pour le moment que M. Rae ne fait que combler un vide, comme un entraîneur intérimaire qui prend la direction d'une équipe déjà éliminée au milieu de la saison. Pas très dynamique. Je veux bien mieux, parfois, donner du temps au temps.

De toute façon, la question de la succession libérale ne se pose pas pour le moment puisque personne n'a manifesté d'intérêt pour le poste. Justin Trudeau n'est pas prêt, Denis Coderre lorgne plutôt du côté de la mairie de Montréal, Dominique Leblanc n'est pas pressé, Ralph Goodale ne parle pas français…

En fait, plus que cet appui en soi, c'est la raison évoquée par M^me^ Boivin qui risque de faire mal à Thomas Mulcair.

« Je pense que le parti a besoin de quelque chose d'un petit plus extérieur au Québec, au moment où on se parle », a-t-elle expliqué.

Traduction libre : un chef du Québec avec un contingent de 59 Québécois dans un caucus de 102 députés, ça ferait un peu trop… québécois pour un parti qui a des racines partout sauf au Québec.

Cette logique se défend. Les militants du NPD sont ravis du triomphe de leur parti au Québec, mais ils ne sont pas prêts à une prise de contrôle québécoise.

Brian Topp est, si je suis le raisonnement de Françoise Boivin, juste assez québécois (né à Longueuil, bilingue, des états de service ici), tout en ayant ses entrées partout ailleurs, dans les ailes provinciales du NPD et auprès des syndicats. Un profil qui ressemble, finalement, à celui de Jack Layton. Ça se défend aussi.

La personnalité de M. Topp se rapproche aussi davantage de celle de Jack Layton, dont il était un conseiller, même un confident. En comparaison, Thomas Mulcair est plutôt abrasif et il dégage une image de politicien plus « traditionnel ».

Chose certaine, les conservateurs prennent déjà Brian Topp au sérieux. S'invitant sans scrupule dans la course à la direction d'un autre parti, il ne leur a fallu que quelques heures, lundi, pour lancer leurs premières attaques contre le candidat Topp.

Selon les conservateurs, Brian Topp est le « candidat des grands syndicats » et ne peut prétendre « parler au nom de tous les Canadiens », en plus d'être l'un des artisans du projet de coalition avec les « séparatistes ».

Les courses à la direction mettent du temps à démarrer chez les partis de l'opposition, mais les conservateurs, eux, n'ont apparemment rien perdu de leur pugnacité.

*Chose certaine, les conservateurs prennent déjà Brian Topp au sérieux. S'invitant sans scrupule dans la course à la direction d'un autre parti, il ne leur a fallu que quelques heures, lundi, pour lancer leurs premières attaques.*

**Brian Topp, candidat à la direction du NPD**
PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Pour joindre notre chroniqueur : **vincent.marissal@lapresse.ca**

Un répertoire de services **bien** *orchestrés*

MASTERPIECE RÉSIDENCE

Nouveau prix *à la carte* à partir de **1 399 $*** par mois

*Services* **DISPONIBLES** *à la carte* :

- Plusieurs options de repas préparés par notre chef exécutif
- Calendrier d'activités et d'événements complet
- Service d'entretien ménager et de lessive personnelle sur place
- Plan de service *signature* pour soins et programme de médication
- Personnel qualifié disponible 24 heures par jour pour votre sécurité
- Installations de luxe : piscine, simulateur de golf, bibliothèque, ordinateur et accès internet, centre d'entraînement et bien plus encore…

**2 emplacements, 2 styles de vie**

*Île des Soeurs* / 325, ch. de la Pointe-Sud / **514 767-6792**
*West Island* / 15, Place de la Triade / **514 695-6695**

*Prix de base pour es appartements. Certaines conditions s'appliquent.

residencesMASTERPIECE.com
Sous la gestion des résidences Symphonie

Le spécialiste du CONFORT

Très grande sélection de chaussures et bottes tendance adaptées à vos **ORTHÈSES.**

PLUS DE 250 MODÈLES

POINTURES
6 à 15 pour **homme**
4 à 13 pour **femme**

Grand choix de LARGEUR
B à 6E pour homme
AA à 4E pour femme

Chaussures Dupuis

3963, rue Wellington à Verdun
**514.762.5184**
**www.chaussuresdupuis.com**

*À 2 minutes de marche* de l'Église — *À 5 minutes du pont Champlain*

Fondation Farha
Farha Foundation
ÇA MARCHE

ENSEMBLE, ÇA MARCHE
**Pour la lutte contre le SIDA.**

**9 h - DIMANCHE, 18 SEPTEMBRE 2011**

**PARC ÉMILIE-GAMELIN, STE-CATHERINE EST & ST-HUBERT, MONTRÉAL STATION BERRI-UQAM**

**Pourquoi marcher?**
Pour sensibiliser la population
Pour la cause
Parce qu'il n'y a pas encore de cure
Pour les 20 000 personnes atteintes au Québec

Marchez avec nous, inscrivez-vous, formez une équipe ou faites un don!

INSCRIVEZ-VOUS camarche.ca

POLITIQUE

# Le Bloc québécois en bonne santé financière

EXCLUSIF

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Bloc québécois a peut-être été décimé aux élections fédérales du 2 mai, mais ses coffres demeurent assez bien garnis. Le parti a déjà remboursé sa dette électorale, et il prévoit avoir en banque 1,25 million de dollars d'ici à la fin de l'année, a appris *La Presse*.

Il s'agit d'une somme importante compte tenu du fait que le parti n'a plus que quatre sièges au Parlement, lui qui, depuis 20 ans, détenait la majorité des 75 sièges du Québec.

Le Bloc prévoit même pouvoir mettre de côté 750 000$ dans les trois prochaines années, d'une part en limitant ses dépenses et, d'autre part, grâce à des collectes auprès des militants.

## Quatre millions de dollars aux prochaines élections

Ainsi, le Bloc québécois prévoit avoir 2 millions de dollars dans ses coffres avant que le gouvernement Harper ne mette fin à la subvention de l'État aux partis politiques.

Le Bloc pourra donc emprunter à la banque une somme équivalente et financer une campagne de 4 millions de dollars aux prochaines élections, en 2015. Les autorités du parti comptent payer cet emprunt grâce au remboursement de 50 % des dépenses électorales qu'obtiennent les partis politiques de la part d'Élections Canada .

« Aucune association de circonscription n'a de dette électorale. De plus, au moins 70 % des associations auront de l'argent à la banque avec le remboursement électoral. Nous aurons une machine prête et bien financée aux prochaines élections », a dit à *La Presse* une source bloquiste qui a requis l'anonymat.

À partir de 2014, le Bloc québécois, à l'instar du NPD et du Parti libéral, devra se tourner uniquement vers ses militants pour financer ses activités à la suite de l'abolition des subventions aux partis politiques. En 2010, le Bloc québécois a touché 2,76 millions de dollars, le Parti libéral, 7,25 millions et le NPD, 5 millions. Le Parti conservateur a reçu 10,4 millions.

Le Bloc québécois compte actuellement quelque 53 000 membres.

## Prochaine course à la direction

Toujours sans chef, le Bloc québécois tiendra un conseil général à Drummondville en fin de semaine afin de déterminer les règles de la course à la direction. Défait au dernier scrutin dans Laurier–Saint-Marie, Gilles Duceppe sera honoré à l'occasion de ce conseil général et y prononcera un discours.

Le prochain chef du Bloc québécois sera élu à la mi-décembre. Pour l'heure, aucun candidat n'a confirmé son intérêt. Deux députés – Jean-François Fortin et Maria Mourani – ont indiqué être en réflexion et pourraient annoncer leurs intentions après l'adoption des règles de la course.


HONDA

La route n'a qu'à bien se tenir.

CR-V LX 2011
En location

0 $ comptant

325 $* 60 mois
Transport et préparation inclus

Pilot LX 2011
En location

448 $†† 48 mois
3 150 $ comptant
Transport et préparation inclus

Odyssey LX 2011
En location

378 $† 48 mois
3 435 $ comptant
Transport et préparation inclus

L'Association des concessionnaires Honda du Québec | hondaquebec.ca

0,9 % sur modèles sélectionnés d'Accord et de CR-V 2011

* L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 2011 neuf (modèle RE3H3BEY). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 27 980 $, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. † L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur l'Odyssey LX 2011 neuve (modèle RL5H2BE). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 31 680 $, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. †† L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur le Pilot LX 2 roues motrices 2011 neuf (modèle YF3H2BE). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 36 510 $, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidants du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

POLITIQUE

# Mulcair se prépare à sauter dans l'arène

## Le député « bâtit une équipe », mais refuse de confirmer sa candidature à la direction du NPD

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Fort de l'appui, dit-il, d'une grande majorité des députés du NPD au Québec, le chef adjoint et député d'Outremont, Thomas Mulcair, refuse toujours de confirmer s'il se lancera dans la course à la direction, tout en concédant qu'il travaille actuellement « à bâtir la meilleure équipe possible ».

« Je suis dans un processus de consultation. C'est un processus que je prends très au sérieux. Je veux, avant de pouvoir annoncer quoi que ce soit, avoir la meilleure équipe possible en place, a souligné M. Mulcair, à l'issue d'une rencontre des députés néo-démocrates du Québec. Je peux toutefois vous dire que j'ai l'appui d'une grande majorité du caucus québécois et j'en suis très honoré. »

Pressé de questions par les journalistes, il a refusé de se commettre sur ses intentions.

« Aucune décision n'est prise pour l'instant, s'est-il contenté de répondre. Je ne prends rien à la légère là-dedans, je dois continuer de consulter, d'évaluer, de soupeser. On va prendre le temps de le faire correctement. »

Le président du NPD, Brian Topp, a été le premier, lundi, à annoncer qu'il se portait candidat à la succession de Jack Layton, mort d'un cancer le 22 août dernier.

Le conseil fédéral du NPD, qui s'est réuni vendredi dernier, a fixé la date de l'élection d'un nouveau chef au 24 mars 2012, laissant plus de six mois aux potentiels candidats pour recruter des nouveaux membres et faire campagne. M. Mulcair dit avoir reçu des messages de centaines de Canadiens provenant de partout au pays, l'encourageant à se porter candidat.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

**Thomas Mulcair dit avoir l'appui de la majorité du caucus québécois du NPD et de centaines de Canadiens.**

Il a par ailleurs laissé entendre qu'il pourrait quitter ses fonctions de leader parlementaire s'il se lançait dans la course.

« Si certains d'entre nous se rendent compte que les aléas d'une campagne à venir exigent trop de présence à l'extérieur et qu'on ne pourra pas accomplir nos tâches (au Parlement), la décision sera celle de la personne impliquée », a estimé le député d'Outremont.

### Julian consulte aussi

Autre candidat potentiel, dont le nom a été évoqué au cours des dernières semaines, Peter Julian, député de Brunaby-New Westminster, en Colombie-Britannique, a aussi indiqué qu'il continuait à « consulter » et qu'il prendrait le temps nécessaire avant de prendre une décision aussi importante.

« Ceux qui doutent que c'est une décision importante au plan personnel et financier devraient demander à Ken Dryden comment il s'est sorti de la dernière course à la direction (du Parti libéral), a souligné M. Julian. C'était un bon candidat. Il avait beaucoup à offrir mais il s'est ramassé avec une dette énorme (354 000 dollars selon les derniers chiffres). C'est le genre de choses que chez nous on ne veut pas se permettre. »

Pour le président du caucus québécois, Guy Caron, les députés sont bien conscients du « travail énorme » qu'ils auront à faire cet automne, pour s'opposer au gouvernement conservateur majoritaire de Stephen Harper et présenter une alternative crédible.

Mais selon lui, le « brassage d'idées » causé par une course à la direction ne créera pas de divisions et de conflits, d'ordinaire fréquents dans de tels affrontements.

« Traditionnellement, le NPD est un parti où l'unité revient très rapidement après une course à la direction. Dans le passé, on a pu voir que ce genre de tensions qui peut prévaloir dans d'autres partis n'est pas nécessairement quelque chose qui frappe le NPD », a conclu M. Caron.

2011

LA MEILLEURE BANQUE POUR UNE 6e ANNÉE D'AFFILÉE

**« Satisfaction de la clientèle la plus élevée parmi les cinq grandes banques de détail », selon J.D. Power and Associates[1].**

Nous venons de remporter un prix important pour la satisfaction de la clientèle au Canada. Il s'agit d'une distinction que nous devons à nos clients et pour laquelle nous ne saurions assez les remercier. Ainsi, si vous faites affaire avec nous, visitez une succursale près de chez vous afin que nous puissions vous dire merci. Passez à votre convenance. Après tout, nous sommes ouverts plus tôt, plus tard et même le dimanche[2]. Pour plus d'information, visitez le www.tdcanadatrust.com/merci

Des services bancaires confortables

[1] Parmi les cinq grandes banques de détail, TD Canada Trust a reçu la plus haute note dans les études exclusives de 2006 à 2011 sur la satisfaction de la clientèle des services bancaires de détail canadiens de J.D. Power and Associates. L'étude 2011 repose sur un total de 14 583 réponses. Les résultats exclusifs de l'étude font état de l'expérience et des perceptions de clients sondés de mars 2011 à mai 2011. Vos expériences pourraient être différentes. Visitez le site jdpower.com. [2] Les heures d'ouverture peuvent varier d'une succursale à une autre. MD / Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou d'une filiale en propriété exclusive au Canada et(ou) dans d'autres pays.

LIBYE

# Le Canada va rouvrir son ambassade

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Canada prend les moyens pour rouvrir son ambassade à Tripoli.

Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a indiqué hier que le Canada juge la situation suffisamment calme dans la capitale de la Libye pour reprendre ses activités diplomatiques, même si des combats se poursuivent dans certains secteurs du pays.

Le Canada, qui avait suspendu ses relations diplomatiques à la fin février, devient ainsi l'un des premiers pays occidentaux à rouvrir son ambassade.

L'ambassadrice du Canada en Libye, Sandra McCardell, a récemment dirigé une équipe d'évaluation à Tripoli et a recommandé au gouvernement Harper de rétablir une présence diplomatique en rouvrant l'ambassade dans des locaux temporaires.

L'ambassade du Canada doit être remise à neuf et être sécurisée. « La situation en Libye est aujourd'hui différente et le peuple libyen a pris des mesures concrètes pour s'assurer un avenir meilleur », a affirmé le ministre Baird.

Le chef de la diplomatie canadienne a précisé qu'une équipe est déjà à pied d'œuvre afin d'assurer une liaison directe avec les responsables du nouveau gouvernement libyen.

« Cette équipe sera aussi chargée de préparer l'ambassade à recevoir un effectif diplomatique élargi afin que nous puissions recommencer à offrir nos services commerciaux aux Canadiens », a-t-il dit.

Le ministre a aussi indiqué que le Canada a obtenu une exemption du comité de l'ONU responsable des sanctions contre la Libye qui lui permettra de débloquer 2,2 milliards d'avoirs libyens qui avaient été gelés en sol canadien.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont aussi obtenu la permission de l'ONU de débloquer une partie des milliards de dollars en avoirs pour les remettre CNT.

« Ces fonds aideront le peuple libyen à court et à moyen terme, et aideront la Libye à amorcer un retour à la normale. [...] Nous nous attendons à ce que le nouveau gouvernement de la Libye respecte ses engagements envers la promotion de la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit », a dit le ministre.

EN BREF

## Vote de grève chez Air Canada

Les agents de bord ont voté à 98% pour un mandat de déclenchement d'une grève, a annoncé le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). « Un vote de grève ne veut pas nécessairement dire que nous irons en grève, mais bien que nous irons en grève si nécessaire. Ce que nous voulons, et que nous espérons toujours, c'est une entente négociée avec la compagnie », affirme Jeff Taylor, président de la composante d'Air Canada du SCFP, dans un communiqué publié hier. Les agents de bord, qui négocient leur nouvelle convention collective, ont déjà rejeté une entente de principe à la fin du mois dernier. Le processus de conciliation se poursuit, mais la grève pourrait être déclenchée dès le 21 septembre en cas d'échec. Air Canada précise que ses activités se poursuivent normalement et que ses clients peuvent acheter des billets en toute confiance. Une grève des 6800 agents de bord serait une deuxième interruption de travail en trois mois pour le transporteur aérien.
— La Presse

## Recours collectif contre le consortium du pont de l'A25

Un recours collectif pourrait être intenté contre les gestionnaires du nouveau pont à péage de l'autoroute 25 reliant les villes de Montréal et de Laval. L'Union des consommateurs et un consommateur de Laval, Jean-Pierre Drevillon, demandent à la Cour supérieure d'autoriser ce recours parce que plusieurs automobilistes ont dû payer des frais administratifs que l'entreprise a ajoutés au prix annoncé. Or, allègue la requête de l'Union des consommateurs, ces frais administratifs n'étaient mentionnés nulle part sur les panneaux de signalisation menant au pont. La requête invoque notamment la Loi sur la protection du consommateur, qui interdit aux commerçants d'exiger, outre les taxes de vente, quelque somme que ce soit en sus du prix annoncé. L'Union des consommateurs demande donc que Concession A25, le gestionnaire du pont, rembourse à chacun de ses clients tous les frais administratifs illégalement ajoutés au prix annoncé et leur verse, de plus, une somme équivalente à titre de dommages punitifs. Si la Cour l'autorise, tous les consommateurs concernés seront automatiquement membres du recours. Concession A25 a dit hier avoir pris acte de la demande d'autorisation d'un recours collectif. Concession A25 a toutefois affirmé qu'elle et le ministère des Transports du Québec (MTQ) poursuivaient actuellement des discussions à ce sujet avec l'Office de la protection du consommateur en vue de «clarifier la situation applicable à l'Autoroute 25 ».
– La Presse Canadienne

## Un blessé grave dans un accident de la route à Sainte-Julienne

Un homme a été sérieusement blessé hier en fin d'après-midi dans un accident de voiture à Sainte-Julienne. Ce conducteur roulait en direction nord sur la route 125 quand il a perdu, pour une raison encore inconnue, la maîtrise de sa voiture. Après une sortie de route, il a percuté un ponton, une voiture garée près d'un commerce avant de finir sa course dans un bois. Il a été transporté à l'hôpital, où l'on craint pour sa vie.
— La Presse

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2011 Cruze LS (1PJ69/R7A), Aveo5 (1TV48/R7A), Malibu LS (1ZG69/R7A), Equinox LS (1LF26/R7B) et Silverado (CK10753/1SF). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada du 1er septembre 2011 au 31 octobre 2011. Des quantités limitées de modèles 2011 sont offertes. Détails chez votre concessionnaire. 2. Financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit d'Ally Crédit pendant 48 mois sur un véhicule Aveo/Cruze/Equinox/Traverse 2011 de Chevrolet neuf ou de démonstration, 72 mois sur la Malibu et 60 mois sur l'Impala. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple : basé sur un financement de 25 000 $ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 520,83 $ pour 48 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 25 000 $. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. Transport (1 450 $) et taxe de climatisation (100 $, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Offre d'une durée limitée. 3. Transport (1 450 $) et taxe de climatisation (100 $, si applicable) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Offre d'une durée limitée. Transport (1 450 $) et taxe de climatisation (100 $, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Inclut un rabais à la livraison de 3 000 $ pour Aveo. Le rabais à la livraison est un crédit de livraison de 10 000 $. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,20 $ par kilomètre excédentaire. Sur approbation de crédit de la FinancialLinx Corporation. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau – Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. La concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

**L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit.** Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2011 Cruze LS (1PJ69/R7A), Aveo5 (1TV48/R7A), Malibu LS (1ZG69/R7A), Equinox LS (1LF26/R7B) et Silverado (CK10753/1SF). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada du 1er septembre 2011 au 31 octobre 2011. Des quantités limitées de modèles 2011 sont offertes. Détails chez votre concessionnaire. 2. Financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit d'Ally Crédit pendant 48 mois sur un véhicule Aveo/Cruze/Equinox/Traverse 2011 de Chevrolet neuf ou de démonstration, 72 mois sur la Malibu et 60 mois sur l'Impala. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple : basé sur un financement de 25 000 $ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 520,83 $ pour 48 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 25 000 $. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. Transport (1 450 $) et taxe de climatisation (100 $, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Offre d'une durée limitée. 3. Transport (1 450 $) et taxe de climatisation (100 $, si applicable) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Inclut un rabais à la livraison de 3 000 $ pour Aveo. Le rabais à la livraison est un crédit de livraison de 10 000 $. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,20 $ par kilomètre excédentaire. Sur approbation de crédit de la FinancialLinx Corporation. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau – Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. La concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

4. Paiements mensuels basés sur une location de 24 mois pour Silverado, à un taux de location de 0,8 %. Inclut un crédit à la livraison de 1 000 $. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,20 $ par kilomètre excédentaire. Sur approbation de crédit de la FinancialLinx Corporation. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau – Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. La concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

5. Le véhicule illustré est équipé d'options offertes à un coût additionnel.

ACTUALITÉS

# Un potager dans la cour d'école

PASCALE BRETON

La clôture est couverte de pousses de haricots. Le carré des carottes est si fourni qu'on ne distingue plus la terre. Les gigantesques tournesols sont visibles de loin. Des citrouilles déjà orangées laissent présager une belle récolte pour l'Halloween.

**« Il y a une valeur éducative importante. Plusieurs élèves n'ont jamais connu le fait de se mettre les mains dans la terre, de planter une graine qui va pousser, devenir légume, et qui va permettre de les nourrir. »**
— Dany Tremblay, directeur de l'école du Grand-Chêne

PHOTO ANDRE PICHETTE, LA PRESSE

**Le potager de l'école du Grand-Chêne, à Pierrefonds, est florissant, se réjouissent Rachel Metellus, Bilal Latifseidu et Angelica Serrano, élèves de 5e année.**

Affairés dans les plantations, Rachel, Bilal et Angelica, élèves de 5e année, reviennent les bras chargés de tomates, de poivrons et de concombres. Ils s'apprêtent à cueillir des épis de maïs. « Non, non, ils ne sont pas encore prêts », lance Dany Tremblay en riant.

Directeur de l'école primaire du Grand-Chêne, à Pierrefonds, M. Tremblay a lancé l'idée d'aménager un potager dans la cour d'école. Un projet auquel les membres du personnel, les quelque 350 élèves et plusieurs parents bénévoles se sont joints avec enthousiasme.

« Il y a une valeur éducative importante, explique M. Tremblay. Nous sommes dans une école multiethnique. Plusieurs élèves n'ont jamais connu le fait de se mettre les mains dans la terre, de planter une graine qui va pousser, devenir légume, et qui va permettre de les nourrir. »

Une douzaine de paniers ont été redistribués à ce jour, sans compter tous les légumes que les parents et les élèves ont pu ramasser au cours de l'été.

Ce jardin est devenu la fierté des élèves. « C'est leur jardin », affirme le directeur, en poste depuis trois ans.

Qui sait si, dans plusieurs années, l'un d'eux ne refera pas les mêmes gestes avec son enfant, se rappelant le jardin de l'école du Grand-Chêne, espère-t-il.

« Souvent, on intervient auprès des enfants et il nous faudrait des résultats tout de suite. Mais c'est comme une petite graine qu'on plante. C'est plus tard qu'on va en voir les effets », ajoute M. Tremblay en faisant une analogie avec le jardin.

### Beaucoup de travail

Des parents se sont impliqués pour la conception du jardin. Il a fallu enlever la tourbe, retourner la terre, faire transporter sept verges de compost, construire des boîtes avec des planches de pruche – plus résistantes – qu'un père est même allé chercher à Mascouche.

La pluie abondante, en mai, a retardé les travaux. Mais au début juin, les élèves ont enfin participé aux semences. Les petits de la maternelle ont planté les carottes. Les élèves de 2e année se sont occupés des citrouilles. Ceux de 3e année ont même conçu un jardin amérindien pour intégrer l'expérience à leur programme scolaire.

Quand les élèves et le personnel ont quitté l'école, fin juin, quelques pousses frêles commençaient à peine à poindre. Pendant l'été, des parents bénévoles ont entretenu et arrosé le jardin. À la rentrée des classes, le jardin était si luxuriant que plusieurs élèves avaient peine à le croire.

« C'est une expérience incroyable. C'est très différent. Les légumes qu'on achète à la pharmacie (!) ne goûtent pas bon comme cela » lance Bilal, les yeux pétillants de fierté.

« Et en plus, il n'y a pas de produits chimiques, c'est bien meilleur pour l'environnement », complète Rachel.

Suzanne Malo, enseignante de 4e année et Martine Hessler, enseignante retraitée dans quelques jours, rêvaient d'un tel jardin depuis plusieurs années. Ravies de voir l'enthousiasme des élèves, elles expliquent que ce projet a même un impact sur certains enfants plus turbulents.

« C'est très zen, il faut y aller tout en douceur, alors on dirait que ça canalise l'énergie de certains élèves de travailler au potager », dit Mme Malo en espérant qu'il sera possible de répéter l'expérience l'an prochain.

# Les aliments importés suscitent des craintes au Canada

MARIE ALLARD

Selon un sondage commandé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), les Québécois sont, avec les Britanno-Colombiens, les Canadiens les plus méfiants à l'égard de la salubrité des aliments. Ce qui les inquiète le plus : les aliments importés de pays du tiers-monde. Réalisée par Léger Marketing au coût de 104 261 $, cette enquête a été remise au gouvernement fédéral le 20 juillet dernier.

Seuls 14 % des Canadiens font complètement confiance au système d'inspection des aliments, un taux qui grimpe à 89 % quand on inclut ceux qui y font modérément confiance. Le sentiment de sécurité est moins fort au Québec (9 % de confiance complète) qu'en Ontario (17 %), selon le sondage mené auprès de 1000 répondants.

L'impact de l'éclosion de listériose chez Maple Leaf, qui avait fait 22 morts au pays en 2008, s'atténue, souligne le rapport. Pragmatiques, les Canadiens sont d'avis que, s'ils n'ont eux-mêmes vécu aucune mauvaise expérience alimentaire, c'est parce que le système fonctionne.

Le public a une grande confiance envers les agriculteurs canadiens (80 % de confiance), Ottawa (73 %) et l'industrie alimentaire d'ici (59 %), jugés aptes à limiter la dissémination de produits dangereux et à procéder à des rappels.

### La Chine

Mais la méfiance règne à propos des institutions et des fermiers étrangers (de 23 % à 29 % de confiance). « Ce qui inquiète le plus les gens, c'est d'entendre parler de catégories d'aliments qui peuvent être dangereux en général, par exemple le poisson d'Asie », précise le rapport. « J'essaie vraiment d'éviter tout ce qui vient de Chine », a dit un participant aux groupes de discussion qui ont suivi le sondage.

Les craintes sont suscitées par le fait que « plusieurs pays n'imposent pas à leur système de production alimentaire les mêmes règles et contrôles qu'au Canada », précise le rapport. À 78 %, les Canadiens savent que les aliments importés doivent répondre aux mêmes critères que ceux d'ici avant d'être vendus chez nous. Mais ils doutent de la capacité du Canada de le vérifier… « Le faible niveau de confiance cible surtout les pays du tiers-monde », indique le rapport.

### Galette de viande à l'*E. coli*

À tort, les Canadiens croient que la plupart des cas de contamination évitables se produisent à l'extérieur de la cuisine. Bien qu'ils disent suivre les règles de salubrité alimentaire, seulement 35 % utilisent régulièrement un thermomètre à viande numérique. C'est encore moins courant chez les francophones (20 %). Or, une galette de viande hachée décongelée peut avoir une couleur brunâtre au milieu et contenir tout de même la dangereuse bactérie *E. coli*. Seul un thermomètre permet de savoir si la viande a atteint la température nécessaire pour qu'elle soit sans danger, soit au moins 71 °C, selon l'ACIA.

Le tiers des Canadiens (34 %) dit consommer régulièrement des aliments biologiques, et 74 % savent que les produits « doivent respecter des règles rigoureuses » avant d'être étiquetés bio.

*La Presse* a demandé à l'ACIA ce qui avait motivé cette enquête. « Nous allons publier un communiqué de presse sur le sondage » au cours des prochains jours, a répondu Alice D'Anjou, porte-parole de l'agence fédérale.

14001
Maintenant ISO
Le Collège Sainte-Anne de Lachine est la première école secondaire au Canada à obtenir la norme ISO 14001, la plus haute reconnaissance environnementale au pays.
Félicitations à tout le personnel et aux élèves du Collège !
SECONDAIRE INTERNATIONAL
Sainte-Anne
depuis 1861

LE GROUPE ROTHENBERG
LA SUCCURSALE DE POINTE CLAIRE
a déménagé dans des locaux plus grands.
Elle se trouve maintenant au :
6500, Transcanadienne
Pointe-Claire, Québec
Parce que vous méritez plus
514-697-0035
VENEZ NOUS VOIR BIENTÔT!
www.rothenberg.ca

PATEK PHILIPPE
GENEVE
Fondez votre propre tradition.
Nautilus
Réf. 5712/1A
KAUFMANN de SUISSE
MAÎTRES JOAILLIERS DEPUIS 1954
2195, rue Crescent, Montréal, Québec, Canada
514.848.0595

mazda

# LE MÉGA-SOLDE ANNUEL MAZDA

## SUR TOUS NOS MODÈLES 2011

✔ MEILLEURE CONDUITE ✔ MEILLEURE SÉLECTION ✔ MEILLEUR TEMPS POUR ACHETER ✔ MEILLEURES OFFRES

## MAZDA *2* 2011

Modèle GS illustré

Achetez à partir de **15 490$** | RABAIS MÉGA-SOLDE **- 2 500$**

**PRIX MÉGA-SOLDE**

**12 990$***

Inclut le bonus de 500 $ à la signature. Financement à taux régulier.
Frais de transport et de livraison inclus.

## MAZDA *6* 2011

Modèle GT illustré

Achetez à partir de **25 690$** | RABAIS MÉGA-SOLDE **- 4 740$**

**PRIX MÉGA-SOLDE**

**20 950$***

Inclut le bonus de 1 000 $ à la signature. Financement à taux régulier.
Frais de transport et de livraison inclus.

## MAZDA *3* 2011

Modèle GT illustré

Achetez à partir de **17 790$** | RABAIS MÉGA-SOLDE **- 3 045$**

**PRIX MÉGA-SOLDE**

**14 745$***

Inclut le bonus de 500 $ à la signature. Financement à taux régulier.
Frais de transport et de livraison inclus.

## CX-7 2011

Modèle GT illustré

Achetez à partir de **28 190$** | RABAIS MÉGA-SOLDE **- 4 240$**

**PRIX MÉGA-SOLDE**

**23 950$***

Inclut le bonus de 1 000 $ à la signature. Financement à taux régulier.
Frais de transport et de livraison inclus.

**Nos véhicules sont prêts pour livraison immédiate !**
**Faites vite, ces offres se terminent le 30 septembre.**

Visitez votre concessionnaire Mazda ou consultez le mazda.ca
pour découvrir nos **offres exceptionnelles de location.**

*Le prix de 12 990 $/14 745 $/20 950 $/23 950 $ annoncé pour la Mazda2 2011 (B5XB51AA00)/Mazda3 GX 2011 (D4XS51AA00)/Mazda6 GX 2011 (G4SY61AA00)/CX-7 GX 2011 (PVXY81AA00) inclut les frais de transport et de préparation (1 495 $/1 495 $/1 695 $/1 695 $), le bonus à la signature de 500 $/500 $/1 000 $/1 000 $ et un rabais à l'achat comptant de 2 000 $/2 545 $/3 740 $/3 240 $. L'ajustement du prix de vente à l'achat est déduit du prix négocié avant les taxes; il ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. *Cette offre est valide du 7 au 30 septembre 2011, selon la disponibilité des stocks. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Il peut devoir effectuer un échange sur certains véhicules. Taxes, assurances, frais d'inscription au RDPRM, immatriculation et tous les frais et taxes au profit de l'environnement en sus. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Visitez le mazda.ca ou voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

**ET VOUS, À QUOI CARBUREZ-VOUS?**

VROUM-VROUM

ACTUALITÉS

# L'Église de Dieu Mont-de-Sion doit déménager

EXCLUSIF

VALÉRIE SIMARD

L'Église de Dieu Mont-de-Sion devra déménager. Établie illégalement dans le quartier Ahuntsic depuis 1999, cette église évangélique chrétienne vient de perdre la cause qui l'opposait à la Ville de Montréal devant la Cour supérieure du Québec. Comme il se trouve dans une zone commerciale, l'immeuble où est établie l'Église ne peut être utilisé comme lieu de culte, a tranché la Cour.

Invoquant la liberté de conscience et de religion, l'Église de Dieu Mont-de-Sion fait valoir que la réglementation municipale contrevient aux chartes canadienne et québécoise des droits et libertés. Un argument qu'a rejeté le juge Stéphane Sansfaçon de la Cour supérieure dans un jugement rendu le 25 août dernier. « La pratique d'une religion ne s'exerce pas en vase clos et il ne suffit pas d'invoquer la liberté de religion pour écarter l'application d'un règlement municipal par ailleurs valide », observe le magistrat, qui cite un jugement rendu en 2008 dans une cause similaire entre la municipalité de Val-Morin et une communauté juive hassidique.

Le juge conclut que l'Église n'est pas parvenue à prouver qu'il n'y a pas d'autre immeuble où elle pourrait loger, ce qui rend irrecevable la demande fondée sur les chartes. Bien qu'il soit interdit d'ouvrir un lieu de culte au 9166, rue Lajeunesse, la chose est permise dans près de 50 autres secteurs de l'arrondissement.

Le pasteur Forilien Foris, qui dirige l'Église de Dieu Mont-de-Sion, assure avoir multiplié les démarches pour trouver un autre local, sans succès. « C'est extrêmement difficile de trouver un endroit pour un lieu de culte à Montréal, constate-t-il. Dans les zones où on peut en établir un, il n'y a rien à vendre. » Il exclut la possibilité d'acheter une église catholique, toutes trop vastes selon lui pour accueillir ses 300 fidèles, pour la plupart issus de la communauté haïtienne.

Le litige qui oppose l'Église de Dieu Mont-de-Sion à la Ville de Montréal remonte à près de 10 ans. Après avoir dû quitter l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour une question de zonage, l'Église a acheté en 1999 l'immeuble du 9166, rue Lajeunesse, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Deux ans plus tard, la Ville de Montréal lui a fait parvenir une mise en demeure après qu'un inspecteur eut constaté que l'Église n'avait ni permis ni certificat d'occupation. Lorsqu'il a fait une demande de certificat, le pasteur a appris qu'il contrevenait au règlement de zonage. Il a donc demandé une permission spéciale, ce que le conseil d'arrondissement a refusé à l'unanimité en 2002. Une seconde mise en demeure et plusieurs constats d'infraction ont suivi et, en 2008, la Ville a décidé de s'adresser à la Cour supérieure.

L'Église de Dieu Mont-de-Sion a 180 jours pour déménager. C'est très peu, dénonce le pasteur. « Je dois partir, je dois vendre cet immeuble, mais où allons-nous? Ça, je ne sais pas. » Le pasteur ne compte pas interjeter appel. Les démarches judiciaires ont déjà coûté 25 700 $ à l'Église en frais d'avocats.

M. Foris accuse la Ville de Montréal de s'en prendre aux lieux de culte. « Je ne suis pas le seul (dans la même situation), note-t-il. Je me demande, dans peu de temps, où les églises évangéliques trouveront des places. Ce n'est pas un problème individuel. Ce sont les églises qui sont visées. Il n'y a pas de plaintes. On est là, tranquilles. Bien sûr, il y a de la musique, mais ce n'est pas comme un carnaval. »

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville nie s'attaquer aux lieux de culte. « Nous n'avons aucun parti pris favorable ou défavorable vis-à-vis des établissements de culte, déclare le porte-parole de l'arrondissement, Jean-François Circé. Nous avons tout fait pour les aider à trouver un autre endroit. Nos préoccupations sont d'ordre urbanistique. Nous procédons de la même manière pour tous les établissements, qu'il s'agisse d'institutions culturelles, d'industries ou de commerces. »

La présence de l'église évangélique dans ce bâtiment discret ne fait pas l'unanimité dans le voisinage. « On entend de la musique dès 7 h le matin, raconte Gilles, qui réside derrière l'église. Les voitures se garent en face. Ça bloque tout. »

« C'est sûr qu'il y a un peu de bruit, surtout le dimanche matin, mais ça ne me dérange pas », a dit pour sa part Georges Rizk, gérant de l'épicerie voisine.

Lors du passage de *La Presse*, samedi dernier, les fidèles ne semblaient pas au courant de la décision rendue par la Cour. « On doit partir? a vivement réagi une fidèle lorsque nous lui avons fait part du jugement. Pourquoi? C'est mon église. Je l'aime bien, mon église. On est bien, ici. Très, très bien. Pourquoi on persécute l'église? Pourquoi on persécute des gens qui font le bien? »

L'arrondissement a entrepris des démarches judiciaires auprès d'un autre établissement, une église baptiste de la rue Fleury Est, qui contrevient elle aussi au règlement de zonage. La Cour supérieure pourrait entendre la cause cet automne.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

**Contrevenant au règlement de zonage de la Ville, l'Église de Dieu Mont-de-Sion, une église évangélique, doit déménager. Amer, le pasteur Forilien Foris accuse la Ville de Montréal de s'en prendre aux lieux de culte.**

ARTS SPECTACLES
À CHACUN SON CHOIX
Tous les jours dans LA PRESSE

**Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2011-525**

CRTC — Canada

Le Conseil a été saisi des demandes suivantes : Date limite pour le dépôt des interventions/observations : **23 septembre 2011.**

Renouvellement de licences des stations de télévision d'Astral Media inc.
(L'ensemble du Canada)

**Stations de télévision de catégorie A spécialisés**
- **Canal D, Canal Vie, Historia, MusiMax, MusiquePlus, Séries+, Vrak.TV, Ztélé**

**Services de catégorie A payants**
- **Family Channel, Mpix, Super Écran, The Movie Network**

**Service de catégorie B spécialisés**
- **Disney Junior**

**Service de catégorie B payants**
- **Cinépop**

Renouvellement de licences des stations de télévision de Quebecor Média inc.,
(L'ensemble du Canada)

**Stations de télévision de catégorie A spécialisés**
- **Addik TV, Argent, The Cave**

**Service de catégorie B spécialisés**
- **Casa, Prise 2**

**Service de catégorie C**
- **LCN**

Renouvellement de la licence de la station de télévision de Serdy Média inc.
(L'ensemble du Canada)
- **Canal Évasion**

Requérante pour (Québec)
- **Quebecor Média inc.** – renouvellement de licence des stations de télévision traditionnelle CFTM-TV, CFTM-DT – Montréal (Québec)
- **Quebecor Média inc.** – renouvellement de licence des stations de télévision traditionnelle CFCM-TV, CFCM-DT – Québec (Québec)
- **V Interaction inc.** – modification de licence des stations de télévision traditionnelle CFJP-TV, CFJP-DT – Montréal (Québec)
- **V Interaction inc.** – renouvellement de licence de la station de télévision traditionnelle CFAP-TV – Québec (Québec)

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis de consultation **CRTC 2011-525** sur le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC.

#016

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

# Le sirop d'érable, bon pour le foie

MATHIEU PERREAULT

Le sirop d'érable pourrait atténuer les problèmes de foie, selon une nouvelle étude japonaise. Cette étude s'inscrit dans le cadre de recherches sur ce substitut du sucre financées par des groupes industriels et gouvernementaux canadiens, qui ont mené à plusieurs publications scientifiques dans les dernières années.

« Ce sont des résultats préliminaires, mais intéressants », explique Melissa Palmer, hématologue à l'Université de New York, qui publiera bientôt un livre sur le foie et la nutrition. « S'ils se confirment, ils pourraient aider au traitement des maladies du foie, pour éviter la cirrhose. Il faut maintenant voir quelle quantité de sirop il faut pour obtenir de tels effets. On avait aussi des résultats intéressants avec le pamplemousse et les bleuets, mais les quantités nécessaires étaient trop grandes. Il fallait manger plusieurs caisses de pamplemousse par jour. » Seules les vitamines C et E ont pour le moment un effet bénéfique prouvé sur les maladies du foie.

L'étude, qui sera publiée en novembre dans une revue japonaise, a été présentée cet été par son auteure, biologiste à l'Université de Tokyo, à l'occasion de congrès universitaires. Le communiqué de presse des bailleurs de fonds, lancé hier matin, mentionne seulement une « amélioration de la fonction hépatique » chez des rats. L'agence de relations publiques engagée par les bailleurs de fonds, parmi lesquels figure la Fédération des producteurs de sirop d'érable du Québec, avait engagé la Dre Palmer à titre d'experte pour commenter l'étude, qui ne pouvait être transmise aux médias hier.

Le financement des recherches menées au Japon ainsi que par un groupe de l'Université du Rhode Island a donné lieu à plusieurs présentations sur le sirop d'érable dans des congrès scientifiques depuis deux ans, dont celui de la Société chimique américaine. Les chercheurs s'intéressent particulièrement aux antioxydants du sirop d'érable, qui sont aussi responsables de ses effets bénéfiques sur le foie. On y a même découvert un nouveau composé, le quebecol. Selon le site spécialisé *Science Daily*, le groupe du Rhode Island a reçu d'organismes du Canada des subventions de 115 000 $ pour deux ans.

PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

**Selon une étude japonaise, le sirop d'érable serait bénéfique pour le foie.**

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE — RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes
sur cyberpresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence — AIR CANADA — RioTintoAlcan — Financière Manuvie — Pour votre avenir

# *Un ticket pour la gloire*

MICHÈLE OUIMET
CHRONIQUE

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

**Cette photo d'Aïcha, Afghane mutilée par son mari et son beau-frère, a valu à la photographe Jodi Bieber le prix du World Press Photo 2010.**

La photo a fait le tour du monde. Elle montre le visage défiguré d'une Afghane de 18 ans, Aïcha Bibi. La photo est d'une netteté troublante : un gros plan, la jeune Aïcha qui fixe l'objectif de ses yeux tranquilles, son nez mutilé, son voile qui glisse sur ses cheveux foncés.

C'est une Sud-Africaine, Jodi Bieber, qui a pris la photo. Elle lui a valu le prestigieux prix du World Press Photo 2010.

Ce n'est pas seulement la qualité esthétique de la photo qui a conquis le World Press, mais aussi l'histoire, celle du destin tragique d'Aïcha. Une histoire publiée à la une du *Time Magazine* en août 2010. Une histoire qui a changé à jamais la vie d'Aïcha et de Jodi Bieber.

■■■

Aïcha vivait dans un village de la province d'Oruzgan, en Afghanistan. Son mari la battait et sa belle-famille la traitait comme une esclave. Craignant pour sa vie, Aïcha a fui. Elle s'est réfugiée chez ses parents. Mais sa fuite a été de courte durée. Vers minuit, des hommes en colère sont venus la chercher. Parmi eux, le beau-frère et le mari d'Aïcha, commandant taliban.

Ils ont traîné Aïcha dans une clairière ; ils l'ont accusée d'avoir déserté le domicile conjugal et sali leur honneur. Aïcha s'est défendue. Elle leur a dit qu'elle ne pouvait plus supporter les coups et l'humiliation, qu'elle devait fuir sinon elle risquait de mourir. Les hommes sont restés de glace. Le verdict est tombé : Aïcha devait être punie pour éviter que d'autres femmes l'imitent et prennent la fuite. L'exemple. L'exemple et l'honneur.

Son beau-frère a maintenu Aïcha par terre pendant que son mari sortait un couteau. Il lui a coupé une oreille, puis le nez. Aïcha s'est évanouie. Les hommes l'ont abandonnée, mourante, baignant dans son sang.

C'était en 2009. Aïcha a survécu. Elle s'est enfuie à Kaboul, où elle a été soignée dans une clinique militaire américaine, puis elle a vécu dans un refuge pour femmes battues.

C'est là que Jodi Bieber l'a rencontrée. Elle a passé trois heures avec elle. « Elle était très belle. Je voulais qu'elle oublie ce qu'elle avait vécu et qu'elle pense à quelque chose de beau et de puissant », raconte Jodi Bieber.

Elle a pris une cinquantaine de photos, peut-être moins, peut-être plus, elle l'ignore. « Je ne les compte pas », précise-t-elle.

> ***« Aïcha était très belle. Je voulais qu'elle oublie ce qu'elle avait vécu et qu'elle pense à quelque chose de beau et de puissant. »***
> — Jodi Bieber, au sujet de la photo qu'elle a prise de la jeune Afghane.

C'était la première fois que Jodi Bieber mettait les pieds en Afghanistan. Elle est restée une dizaine de jours. La journaliste du *Time*, Aryn Baker, avait fait la recherche ; Jodi n'avait plus qu'à prendre les photos.

Elle ne s'est pas préparée avant de partir à Kaboul. « Je n'ai rien lu. Je suis une très mauvaise recherchiste », avoue-t-elle sans l'ombre d'un remords.

Par contre, elle connaît le monde musulman. Elle a pris des photos en Iran, en Irak, au Pakistan, en Indonésie. Elle a pris ses premiers clichés en 1990. « Ils étaient très mauvais », dit-elle en souriant. Sa carrière a débuté en 1993. Son sujet de prédilection : l'Afrique du Sud.

Je l'ai rencontrée lundi dans le hall d'entrée du Marché Bonsecours, dans le Vieux-Montréal, où les photos retenues par le jury du World Press sont exposées*. Au total, le World Press a reçu 108 000 photos de tous les coins du monde.

Jodi Bieber est petite, elle fait tout juste 1 m 55 (5 pi 1 po). Mi-quarantaine, blonde, cheveux bouclés, yeux perçants. Elle parle anglais avec un accent à couper au couteau. Elle n'a ni enfant ni amoureux. Elle a tout investi dans sa carrière. « C'est le prix à payer », dit-elle avec une pointe de regret dans la voix.

Le plus gros coup de sa carrière, c'est Aïcha. Le prix, le prestige, la renommée et les innombrables entrevues qu'elle a données depuis que la photo a fait la une du *Time* en août 2010. Car l'histoire d'Aïcha a dérangé les gens. « L'impact a été incroyable, dit Jodi. Je me sens responsable d'Aïcha. Elle fait désormais partie de ma vie. »

■■■

Il n'y a eu qu'une arrestation, celle du beau-père d'Aïcha. Il a fait un an de prison, puis il a été relâché. Les autres, y compris le mari d'Aïcha, n'ont jamais été accusés de quoi que ce soit.

Aïcha, elle, a passé neuf mois dans le refuge pour femmes battues à Kaboul. Elle devait subir une opération pour la reconstruction de son nez, mais les médecins ont préféré repousser la date de la délicate intervention. Ils ne la trouvaient pas assez forte psychologiquement.

Une fondation a été créée. Avec l'argent, Aïcha a émigré aux États-Unis. Elle vit à New York depuis novembre, dans un appartement qu'elle partage avec une compatriote. Elle apprend l'anglais. Elle n'a toujours pas eu son opération. « Dans un mois, peut-être, croit Jodi Bieber. Elle est forte, mais elle a souffert d'un grave choc post-traumatique. »

Les deux femmes se voient. Dès que Jodi va à New York, elle fait un saut dans le Queens pour visiter Aïcha.

Et elles continueront de se voir. Leurs vies ont changé depuis que le visage mutilé d'Aïcha a fait la une du *Time*. Jodi a connu la gloire ; Aïcha, la liberté.

*** L'exposition se termine le 2 octobre.**

Pour joindre notre chroniqueuse : **michele.ouimet@lapresse.ca**

C'EST VOTRE DERNIÈRE CHANCE !

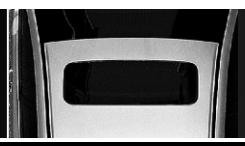
ACURA DEVANT.

RDX AVEC SH-AWD 2011
PDSF 42 485$ - RABAIS AU COMPTANT 4 000$
RABAIS AU COMPTANT 4 000$
38 485$* TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS

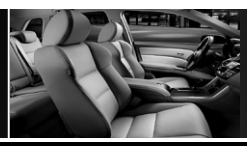
MDX AVEC SH-AWD 2011
PDSF 54 685$ - RABAIS AU COMPTANT 8 000$
RABAIS AU COMPTANT 8 000$
46 685$* TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS

DE SÉRIE SUR TOUS LES RDX ET MDX

CAMÉRA DE RECUL INTÉGRÉE AU RÉTROVISEUR‡



TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE



SIÈGES EN CUIR CHAUFFANTS

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

acuraquebec.ca

L'acheteur avisé lit les petits caractères : * Offre d'une durée limitée du 1er septembre au 30 septembre 2011 applicable à l'achat pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura RDX 2011 (TOUS LES MODÈLES) et Acura MDX 2011 (TOUS LES MODÈLES). Le rabais de 4 000 $/8 000 $ est déduit du prix d'achat négocié avant les taxes. Le PDSF initial pour le RDX est de 42 485 $ et pour le MDX de 54 685 $ (incluant les frais de transport et d'inspection pré-livraison et la taxe sur le climatiseur). Les frais d'immatriculation, d'assurance et les taxes sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut vendre à plus bas prix. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valide sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. Le rabais à l'achat comptant ne peut être combiné avec les offres de financement ou location subventionnées. ‡ Ne remplace pas la responsabilité du conducteur à faire preuve d'une grande prudence lorsqu'il recule.

L'œnotourisme
s'installe dans
ma première maison
en raison
des soins à domicile
au Danemark.

TROIS SUJETS PARMI TANT D'AUTRES
QUI PRENNENT TOUT LEUR SENS CE SAMEDI.
LA PRESSE



## LE TOUR DU GLOBE

NIGER

### Saadi Kadhafi est « retenu »

Saadi Kadhafi, fils de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi entré au Niger dimanche, est « retenu » dans une résidence officielle du gouvernement nigérien, ont affirmé hier les États-Unis. La porte-parole du département d'État, Victoria Nuland, a comparé cette situation à « une assignation à résidence ». — AFP

PHOTO MAHMUD TURKIA, AFP

IRAN

### Libération des randonneurs américains

Les deux randonneurs américains condamnés en Iran à huit ans de prison pour espionnage seront libérés dans deux jours, a annoncé le président Mahmoud Ahmadinejad. Mais les deux hommes, Shane Bauer et Josh Fattal, qui disent être entrés dans le pays par erreur, vont devoir s'acquitter d'une lourde caution: 500 000 dollars chacun. — AFP

ÉTATS-UNIS

### Avion de US Airways dérouté

Un avion de US Airways en provenance de New York et à destination de Phoenix en Arizona a été dérouté hier vers St Louis au Missouri à la demande de l'équipage, en raison du comportement suspect de trois passagers. Les passagers en question ont été débarqués de l'avion avant d'être interrogés, ont indiqué les autorités. — AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

### 4

Le président vénézuélien Hugo Chavez, opéré d'un cancer en juin, a annoncé qu'il devrait « très probablement » suivre dans les prochains jours un quatrième cycle de séances de chimiothérapie, le dernier selon lui avant un « complet rétablissement ». Il a été opéré d'une tumeur maligne dans la zone pelvienne, à Cuba. — AFP

Liesse au Mexique pour des reliques du pape

# « Jean-Paul est parmi nous ! »

Une statue de cire à l'effigie de Jean-Paul II et une capsule contenant quelques gouttes de son sang effectuent une tournée de quatre mois au Mexique, où les foules se pressent pour les accueillir. Dans les quartiers populaires de Mexico, la ferveur atteint son comble, raconte notre collaboratrice.

**EMMANUELLE STEELS**
COLLABORATION SPÉCIALE

PHOTO EDUARDO VERDUGO, ASSOCIATED PRESS

**Une femme est venue embrasser la cloche de verre qui protège une statue de cire à l'effigie de Jean-Paul II et le reliquaire contenant quelques gouttes de sang du pape polonais à la basilique Notre-Dame de Guadalupe, de Mexico, le mois dernier.**

MEXICO — « Il est revenu nous voir: c'est une immense émotion qui m'emplit ! », lance une femme âgée, les larmes aux yeux, sur le parvis de la cathédrale de Nezahualcoyotl, banlieue populaire d'un million d'habitants, à l'est de Mexico.

Un groupe de jeunes paroissiens arrive en chantant et en frappant sur des tambourins, convergeant, ainsi que des milliers d'autres fidèles, vers le lieu qui recevait dimanche dernier les reliques de Jean-Paul II, le pape préféré des Mexicains.

« Le Mexique, toujours fidèle » : c'est ainsi que le prédécesseur de Benoît XVI avait qualifié un pays qu'il a visité cinq fois de son vivant. Et c'est de cette phrase que sont frappés les drapeaux et les ballons que les habitants de Nezahualcoyotl brandissent et accrochent aux balcons de leurs maisons. Le quartier tout entier est en liesse. Même les bus municipaux sont décorés pour l'occasion.

À 13 h, une onde de choc parcourt la foule massée aux abords de la cathédrale. Quelques pétards fendent les airs dans un vacarme enfumé. « Il est là, Jean-Paul est parmi nous ! », entend-on.

Pour prévenir les bousculades, la police, déployée en force, oblige le convoi tant attendu à s'engouffrer dans la cathédrale. Les fidèles n'aperçoivent que furtivement la figure de cire grandeur nature à l'effigie de Jean-Paul II, fabriquée par des artisans mexicains, vêtue des habits pontificaux.

**« C'est indescriptible, je ressens une paix énorme à l'idée de voir une partie de lui. »** — Daniel Herrera, un visiteur

### Reliquaire

Sur le torse de la statue, couchée dans une vitrine en verre, repose un reliquaire en forme de crucifix contenant quelques gouttes du sang prélevé à Karol Wojtyla peu avant sa mort.

À l'extérieur de la cathédrale, la file de personnes qui patientent pour défiler devant les reliques fait le tour du pâté de maisons. « C'est indescriptible, je ressens une paix énorme à l'idée de voir une partie de lui », explique Daniel Herrera, homme âgé arrivé aux petites heures du jour.

« Cette église est trop petite, on aurait dû nous rassembler dans un stade », ajoute une dame, qui affirme que c'est Jean-Paul II qui lui a donné la foi. Tous ont vu le pape polonais lors de ses visites au Mexique. « Je veux que mon enfant le connaisse à son tour », dit Zeferino, tenant son bébé dans les bras.

Arrivée à la mi-août en provenance de Rome, la capsule de sang a parcouru la capitale et ses immenses faubourgs. À la basilique de Notre-Dame de Guadalupe, consacrée à la Vierge indienne patronne de l'Amérique latine, plus de 200 000 catholiques sont venus la contempler fin août. En quatre mois, le pèlerinage des reliques passera par une centaine de villes mexicaines, alors que certains commentateurs qualifient déjà cet engouement populaire d' « idolâtrie ».

PÉDOPHILIE DANS L'ÉGLISE

# Plainte pour crimes contre l'humanité

D'APRÈS L'AFP

CITÉ DU VATICAN — Une association de victimes de prêtres pédophiles catholiques a mené hier un coup médiatique contre le Vatican, en déposant un dossier « pour crimes contre l'humanité » devant la Cour pénale internationale (CPI), une démarche essentiellement symbolique.

SNAP, association fondée aux États-Unis, a présenté une « requête de compétence juridictionnelle » auprès de la CPI. Selon les experts, cette démarche de l'association, qui ne correspond pas au dépôt d'une plainte, mais à une « communication », n'a aucune chance d'aboutir.

Le procureur de la CPI ne peut ouvrir une enquête qu'à la demande d'un État ayant ratifié le Statut de Rome (instituant la CPI), du Conseil de sécurité des Nations unies ou de sa propre initiative. Il n'enquête pas sur des personnes, mais sur des crimes.

Herman van der Wilt, professeur de droit international à l'Université d'Amsterdam, a souligné en outre qu'un crime contre l'humanité présuppose qu'il ait été perpétré par un État ou une organisation apparentée à un État.

Depuis l'entrée en fonction de la CPI en 2002 à La Haye, le bureau du procureur a reçu plus de 8000 « communications », sans qu'elles n'aboutissent.

Dans sa requête, SNAP accuse le pape Benoît XVI, le cardinal américain William Levada, qui lui a succédé à la tête de la Congrégation pour la doctrine de la foi en 2005, le secrétaire d'État, l'Italien Tarcisio Bertone, et son prédécesseur Angelo Sodano, d'avoir « toléré et rendu possible le camouflage systématique de crimes sexuels contre des enfants ».

Des membres de SNAP venant d'Allemagne, des États-Unis, des Pays-Bas et de Belgique – quatre pays touchés par le scandale pédophile dans l'Église – sont allés à La Haye déposer leur demande d'ouverture d'enquête visant le pape et les trois cardinaux « pour leur responsabilité directe en tant que supérieurs hiérarchiques ».

**Erratum**

Veuillez prendre note qu'une erreur s'est glissée dans l'annonce publicitaire intitulée « La liquidation TOUT pour vous – Jeep Patriot » de la Coopérative publicitaire des concessionnaires Chrysler Jeep Dodge RAM du Québec. Celle-ci fut publiée du 3 au 6 septembre 2011.

Nous aurions dû lire que l'offre de Financement choix du client du Jeep Patriot North Edition 2011 équivaut à 68 $ par semaine à 4,99 % TAP pour 325 semaines, une obligation totale de 22 122 $, frais de transport et taxes sur le climatiseur inclus.

Nous nous excusons auprès des lecteurs pour les inconvénients que cette erreur aurait pu causer.

Jeep MD

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du : 2011-09-13

Loto Poker : 4 ♢ 5 ♣ 6 ♣ 6 ♠ 10 ♣

Banco : 04 10 12 13 16 18 25 28 30 33 36 37 38 39 41 43 47 48 59 63

La Quotidienne : 3 784 — 4 8711

Triplex : 02 05 14 15 25

Astro : Jour 25 - Mois OCTOBRE - Année 79 - Signe TAUREAU

Extra : 2817318

La Poule aux Oeufs d'OR

Jusqu'au 14 septembre, collectionnez les lettres du mot «POULE» et courez la chance d'aller à la télé!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com/video

Parce que les femmes de 50 ans et plus ont changé,

# LE MAGAZINE BEL ÂGE CHANGE AUSSI !

NOUVEAU **LOOK**

NOUVELLES **CHRONIQUES**

NOUVEAUX **COLLABORATEURS**

PRIX DÉCOUVERTE **2,95 $**

## … ET TOUJOURS LA MÊME PASSION

+ d'informations sur vos droits et vos finances
+ d'astuces mode et beauté
+ de conseils santé et nutrition
+ de voyages, d'escapades et d'idées pour vos loisirs
+ de rencontres inspirantes avec des gens comme vous

Bref, tout pour profiter pleinement de la VIE !

**EN KIOSQUE MAINTENANT**
ABONNEZ-VOUS
AU 1 800 780-0181

**LA RETRAITE VOUS DONNE DES DROITS ET DES AVANTAGES PARTICULIERS.**
Êtes-vous sûr de bien les connaître ?

Une publication de Transcontinental

MONDE

DES MOSQUÉES ET DES HOMMES

# Dans Kaboul assiégé

Dix ans après le 11-Septembre, nos envoyés spéciaux ont fait le pari fou de visiter sept mosquées, tout autour de la planète. Ils étaient à Kaboul hier alors que la ville était le théâtre d'une attaque spectaculaire des talibans. Voici un extrait de leur blogue que vous pouvez lire sur **Cyberpresse.ca/11-septembre**

TEXTES
**ISABELLE HACHEY**

VIDÉO
**MARTIN LEBLANC**

ENVOYÉS SPÉCIAUX
KABOUL

Nous avons entendu les explosions de notre chambre d'hôtel. Nous venions à peine de commencer le montage d'un reportage vidéo sur Kaboul, qui sera bientôt diffusé sur Cyberpresse dans le cadre du 10e anniversaire des attentats du 11-Septembre.

Nous avons pensé à un accident dans l'édifice en construction près de l'hôtel. Nous avons continué le montage sans plus y réfléchir. Nous n'avons jamais pensé aux talibans. Les attaques de ce genre, au cœur de la capitale, sont extrêmement rares.

Quelques heures plus tôt, nous avions filmé les rues du centre-ville. L'ambiance était détendue, plusieurs passants nous ont salués en souriant. Au marché, dans les échoppes, dans les petits commerces, la métropole de 4,5 millions d'habitants bourdonnait d'activité.

À 14 h 30, nous avons appelé un taxi pour nous rendre à l'aéroport. Le répartiteur nous a répondu que c'était impossible. Les voitures n'étaient pas autorisées à circuler. Des bombes explosaient un peu partout. L'ambassade des États-Unis était ciblée.

Le responsable de la sécurité de notre hôtel a pourtant fini par nous trouver une voiture. L'ambassade était sur le chemin de l'aéroport, mais le chauffeur nous a dit qu'il ferait un détour; que la route, en périphérie de la ville, était sûre.

Nous n'étions pas rassurés, d'autant moins qu'on venait de nous dire qu'il y avait des attaques coordonnées aux quatre coins de la capitale. Un kamikaze s'était fait exploser sur la route de l'aéroport. « C'est vraiment un très, très mauvais moment pour sortir », nous a prévenus un Américain en sueur qui se pressait de rentrer à l'hôtel.

En réalité, des voitures roulaient dans les rues, mais plusieurs artères étaient fermées à la circulation. De nombreux bouchons s'étaient formés en raison des postes de contrôle érigés par l'armée afghane. La tension était énorme. Des militaires patrouillaient à chaque carrefour.

Évidemment, nous avons pensé rester pour couvrir l'événement. Mais la ville était bouclée. Impossible de s'approcher de l'ambassade des États-Unis. Nous n'aurions pas obtenu davantage d'information que les agences de presse. Et nous aurions manqué notre vol pour Jakarta, prochaine étape de notre voyage autour du monde.

Partir ou rester ? Nous étions déchirés. Nous avons appelé (et probablement réveillé) notre patronne à Montréal. « Partez », nous a-t-elle dit. Adieu, Kaboul. Et bonne chance. Tu en auras besoin.

PHOTO AHMAD MASOOD, REUTERS

**L'ambassade des États-Unis et le siège de l'OTAN ont été visés par des attaques, hier, à Kaboul.**

# Des attentats simultanés font sept morts à Kaboul

THE ASSOCIATED PRESS

KABOUL, Afghanistan — Des insurgés armés de lance-roquettes et d'armes automatiques ont attaqué hier l'ambassade des États-Unis à Kaboul, le quartier général de l'OTAN et d'autres bâtiments dans la capitale afghane, soulevant de nouveaux doutes sur la capacité des forces afghanes d'assurer la sécurité dans le pays après le retrait des troupes étrangères.

Les autorités afghanes ont indiqué que trois policiers et quatre civils avaient été tués dans les violences à travers la capitale. Six insurgés ont aussi été tués, selon la police. On ne rapporte aucune victime parmi le personnel de l'ambassade et de l'OTAN.

Tard hier soir, au moins deux hommes armés étaient toujours retranchés aux étages supérieurs de l'édifice résidentiel à partir duquel ils ont attaqué l'ambassade des États-Unis, lourdement fortifiée.

Les talibans ont revendiqué la responsabilité de l'attentat, mais le chef adjoint de la police de Kaboul a estimé qu'il s'agissait de l'œuvre d'une organisation affiliée, le réseau Haqqani. Le réseau Haqqani est un groupe établi au Pakistan affilié à la fois aux talibans et à Al-Qaïda. Le groupe est considéré comme l'une des plus importantes menaces contre la stabilité en Afghanistan.

L'apparente capacité des insurgés à attaquer à leur guise le secteur le plus surveillé de Kaboul suggère qu'ils pourraient avoir obtenu de l'aide de membres corrompus des forces de sécurité afghanes. L'attaque a coïncidé avec d'autres attentats suicide dans la capitale. C'est la première fois que les insurgés organisent un assaut aussi complexe contre plusieurs cibles dans différentes parties de la capitale afghane.

Selon les autorités afghanes, l'attaque a commencé tout juste après midi, quand une voiture transportant des insurgés a été interceptée à un point de contrôle de la place Abdul Haq, à environ 300 mètres de l'ambassade des États-Unis. Plusieurs explosions puissantes se sont alors produites et les insurgés sont entrés dans un édifice de neuf étages en construction qui surplombe l'ambassade et le quartier général de l'OTAN.

Quatre ou cinq insurgés ont ouvert le feu sur le complexe de l'OTAN. Plusieurs explosions se sont produites au même moment dans le quartier Wazir Akbar Khan, près de l'ambassade des États-Unis et de plusieurs autres missions diplomatiques. Les explosions ont fortement ébranlé le quartier.

Trois autres insurgés ont tenté de mener des attentats suicide, mais ils ont été abattus avant d'y parvenir. L'un d'eux a été tué sur la route menant à l'aéroport, et les deux autres, alors qu'ils s'apprêtaient à attaquer des édifices de la police afghane dans l'ouest de Kaboul.

Les balles ont déclenché la veste explosive de l'un des kamikazes, blessant deux policiers. Un autre militant a fait exploser sa veste piégée près d'un édifice à proximité, blessant deux civils.

« C'est la première fois que nous avons quatre kamikazes à quatre endroits différents. C'est nouveau parce qu'avant, nous n'avions qu'une ou deux attaques à la fois », a dit Haroun Mir, directeur de l'Afghanistan Center for Research and Policy Studies, groupe de réflexion établi à Kaboul.

PHOTO RINA CASTELNUOVO, THE NEW YORK TIMES

**Selon le journal *Haaretz*, une « ligne rouge » aurait été tracée autour de chaque colonie. Les manifestants qui la dépassent risquent de recevoir une balle dans les jambes.**

CISJORDANIE

# Une colonie sans clôtures

À quelques jours de la demande d'adhésion d'un État palestinien à l'ONU, les habitants des quelque 120 colonies israéliennes de Cisjordanie se préparent à des soulèvements. Notre journaliste s'est rendue dans une colonie qui refuse de s'entourer de barrières.

JANIE GOSSELIN

KEDUMIM, Cisjordanie — À l'entrée de Kedumim, colonie israélienne près de Naplouse, un gardien est posté à la guérite, un long fusil en bandoulière. Une barrière se soulève pour laisser entrer les voitures.

Mais contrairement aux colonies voisines, Kedumim n'est entourée d'aucune clôture. Il n'y a ni barbelés, ni grillage, ni avertisseur sonore pour repousser les intrus.

**« Nous ne croyons pas aux clôtures. Les gens qui sont venus ici avaient connu l'Holocauste. La première mairesse a dit : "Nous voulons être libres." »**

— Shoshana Shillo, assistante du maire de la colonie israélienne de Kedumim

« Nous ne croyons pas aux clôtures. Les gens qui sont venus ici avaient connu l'Holocauste. La première mairesse a dit : "Nous voulons être libres" », explique l'assistante du maire de Kedumim, Shoshana Shillo, qui vit dans la colonie depuis 1978, peu après sa fondation.

À l'approche de la demande d'adhésion d'un État palestinien à l'ONU, les quelque 120 colonies de Cisjordanie se préparent à de grandes manifestations à leurs portes. Elles craignent des « infiltrations » palestiniennes dans leurs enclaves, voire des attaques.

Kedumim compte moins de 5000 habitants, dispersés sur un territoire de plus de 2,3 km². Les routes asphaltées qui relient les quartiers situés sur des monts et des versants traversent des oliveraies palestiniennes.

### Sécurité

Dans le centre de sécurité de Kedumim, des jeunes femmes sont assises derrière une dizaine de petits écrans plats et deux écrans géants. Des caméras placées un peu partout leur permettent de surveiller l'ensemble de la colonie et même au-delà. En zoomant, une des surveillantes montre les rues du village palestinien voisin.

On distingue des enfants à la sortie des classes, leur sac sur le dos, à quelques mètres de l'autobus qui les attend. Lorsqu'on change d'option, l'écran devient noir et blanc : un système de détection thermique permet de percevoir les mouvements aux alentours de la colonie la nuit.

Le système de surveillance fonctionne 24 heures sur 24 et a déjà permis de déjouer des attaques, selon le responsable de la sécurité Yonatan Simkhi. Mais la colonie, qui a été victime d'un attentat suicide en 2006, redoublera de vigilance en prévision de possibles manifestations dans les prochaines semaines.

« Notre plus grande difficulté est que le territoire est vaste et que nous n'avons aucune barrière de protection », note-t-il. Il confirme que l'armée a formé les unités de sécurité internes en prévision d'incidents qui pourraient suivre la demande palestinienne à l'ONU.

Mais il avoue ne pas trop savoir comment se préparer en cas d'arrivée massive de manifestants non armés, avec femmes et enfants aux premières lignes. « On a reçu des instructions, dit-il. L'armée nous a dit qu'elle espérait être là avant, pour que nous n'ayons pas à nous retrouver directement en face des Palestiniens. » S'il n'y a aucun soldat sur place, les colons ont reçu des ordres et des explications sur la façon de tirer, dit-il, en restant évasif.

Selon un rapport obtenu par le journal *Haaretz*, il y a quelques semaines, on aurait tracé autour de chaque colonie une « ligne rouge », qui fixe la limite à ne pas franchir. Si les manifestants la dépassent, ils risquent de recevoir une balle dans les jambes. L'armée n'a pas voulu confirmer cette information.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a déjà appelé à de grandes manifestations pacifiques pour soutenir le vote, mais à l'intérieur des zones contrôlées par les Palestiniens.

### Annexion

Si les habitants des colonies ne craignent pas le vote à l'ONU, plusieurs exhortent le gouvernement israélien à agir.

« Ce que nous disons, c'est que, en réponse à l'action unilatérale des Palestiniens, Israël devrait faire une action unilatérale pour dire que les communautés israéliennes de Judée et de Samarie (nom que donnent les Israéliens à la Cisjordanie) font partie d'Israël », affirme Dani Dayan, dirigeant de Yesha, principal regroupement de colons.

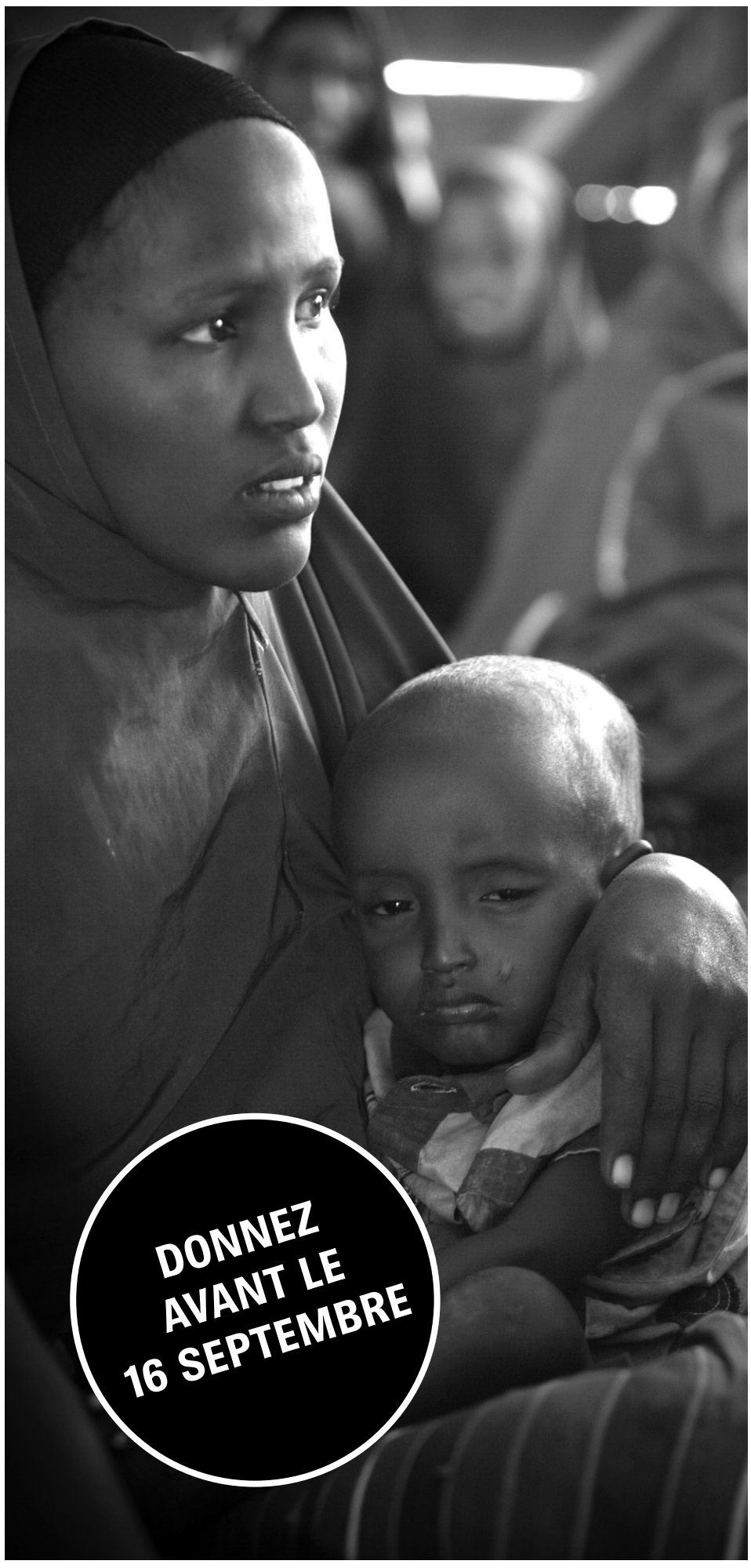
D'autres vont plus loin. Un petit groupe de colons a mis sur pied la semaine dernière un mouvement controversé, l'« Autorité juive de la terre d'Israël ». « Nous ne permettrons pas que soient données nos terres », a dit au téléphone le porte-parole Hillel Weiss. Il affirme que, si le gouvernement d'Israël refuse d'imposer la loi juive en Judée et en Samarie, les membres du mouvement se dissocieront du gouvernement israélien pour créer leur propre entité.

Shoshana Shillo croit que beaucoup de gens essaient de trouver une solution à la question politique. Comme les autres colons des environs de Naplouse, elle s'est installée dans cette région avant tout pour des raisons religieuses. Et peu importe la suite des choses, elle a une certitude : elle ne bougera pas. « Nous avons accepté de payer le prix pour vivre ici, note-t-elle. Nous n'allons pas nous enfuir, peu importe ce qui arrive. Nous allons rester. »

## EN CHIFFRES

> Environ 120 colonies en Cisjordanie (sans compter Jérusalem-Est)
> Environ 296 700 colons israéliens en 2009 (192 800 à Jérusalem-Est)
> Environ 99 colonies non reconnues par l'État israélien, où vivent environ 4000 personnes
> Environ 2 568 555 Palestiniens en 2010
(Sources : CIA Factbook, Peace Now)


# SÉCHERESSE EN AFRIQUE DE L'EST




AIDEZ-NOUS À SAUVER DES VIES.

**Plus que 2 jours pour doubler vos dons.**

**Textez "DON" au 41010 pour donner 10$**

Depuis des mois, la famine et la sécheresse menacent des millions de familles et d'enfants en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Votre don permettra de fournir eau potable, nourriture, abri ainsi que du matériel médical, aux familles luttant pour leur survie.

**coalitionhumanitaire.ca**
**1-800-464-9154**

**LA COALITION HUMANITAIRE**
**Ensemble nous sauvons plus de vies.**

care · Oxfam Canada · Oxfam Québec · Plan · Aide à l'enfance Save the Children Canada

MONDE

# LES CONFIDENCES INÉDITES DE JACQUELINE KENNEDY

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Moins de quatre mois après la mort de son mari, Jacqueline Kennedy a eu avec l'historien Arthur Schlesinger une série de conversations en vue d'un ouvrage sur la vie du président assassiné.

Selon le souhait exprimé par Jacqueline Kennedy, les bandes ne devaient être divulguées que 50 ans après sa mort. Mais sa famille en a décidé autrement et a choisi de les rendre publiques à l'occasion du 50e anniversaire de la présidence de JFK.

C'est ainsi que ces conversations inédites sont publiées dans un livre et un CD qui paraissent aujourd'hui aux États-Unis. Des extraits des enregistrements réalisés au cours de ces huit heures d'entretiens ont été diffusés hier au cours d'une émission spéciale sur la chaîne ABC.

Le livre, signé Jacqueline Kennedy, paraîtra en français sous le titre *Avec John F. Kennedy, conversations inédites avec Arthur Schlesinger* le 21 septembre chez Flammarion.

En voici quelques extraits.

PHOTO ARCHIVES AFP
**Jacqueline Kennedy**

### SUR LE FIASCO DE LA BAIE DES COCHONS

Jacqueline Kennedy se souvient d'avoir vu son mari pleurer lorsqu'il a appris que la tentative de débarquement américain à Cuba – sur la plage de la baie des Cochons – s'était soldée par un fiasco, le 17 avril 1961 :

« Il est rentré dans sa chambre et il s'est mis à pleurer, avec moi à côté. Vous voyez, il a mis sa tête dans ses mains et s'est mis à pleurer. »

### SUR LYNDON JOHNSON

Même s'il l'avait choisi comme vice-président, John Kennedy était inquiet à l'idée que le sénateur texan puisse lui succéder comme président, selon sa veuve :

« Bobby (frère de JFK) m'a dit plus tard, et je sais que Jack (surnom du président) me l'a aussi dit quelques fois. Il disait "Oh mon Dieu, peux-tu imaginer ce qui arriverait au pays si Lyndon était président ?" Il n'aimait pas l'idée que Lyndon devienne président, car il était inquiet pour le pays. »

PHOTO ARCHIVES BLOOMBERG
**La prestation de serment de Lyndon B. Johnson.**

PHOTO ARCHIVES AFP
**John F. Kennedy**

### SUR UNE ATTAQUE NUCLÉAIRE

En pleine crise des missiles de Cuba, Jacqueline Kennedy supplie son mari de lui permettre de rester à ses côtés en cas d'attaque nucléaire. Selon un extrait des entretiens accordés à Arthur Schlesinger, elle lui a dit :

« S'il te plaît, ne me fais pas partir. Si quelque chose arrive, on reste avec toi. »

Elle a ajouté, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas suffisamment de place dans le bunker de la Maison-Blanche :

« S'il te plaît, je veux rester dans les jardins si cela arrive – tu sais quoi –, je veux juste être avec toi, je veux mourir avec toi, et les enfants aussi, plutôt que de vivre sans toi. »

### SUR ANDRÉ MALRAUX

L'histoire retient que, si Charles de Gaulle a été séduit par Jacqueline Kennedy, il n'a en revanche pas réussi à charmer la première dame des États-Unis, qui le trouvait « égocentrique » et « venimeux ». De toute évidence, André Malraux a fait meilleure impression :

« C'est l'homme le plus fascinant que j'aie rencontré. »

### SUR MARTIN LUTHER KING

Mise au courant des enregistrements du FBI qui laissaient croire que Martin Luther King était un mari infidèle amateur de partouzes, Jacqueline Kennedy estimait que le pasteur noir était « hypocrite » :

« Je ne peux tout simplement pas voir une photographie de Martin Luther King sans penser que cet homme est affreux. »

PHORTO ARCHIVES AP
**Martin Luther King Jr.**

### SUR LES FEMMES

Même si l'historien Michael Beschloss doute aujourd'hui de sa sincérité, Jacqueline Kennedy confie à Arthur Schlesinger qu'elle doit à son mari ses opinions politiques. Et elle n'avait rien d'une féministe avant l'heure :

« Je pense que les femmes ne devraient pas faire de politique. Nous ne sommes pas faites pour cela. »

# Un centre commercial aux ambitions olympiques

Le plus grand centre commercial d'Europe a élu domicile hier dans l'est de Londres, le quartier olympique. Au moment où les ventes de détail sont en baisse, la capitale a-t-elle hérité d'un éléphant blanc ?

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE
LONDRES

« Ils ont copié les centres commerciaux de Dubaï. » Hassan Abdi et sa femme Semra avaient une impression de déjà vu à l'ouverture du plus grand centre commercial d'Europe, Westfield Stratford City.

Avec ses 180 kilomètres carrés de commerces, dont trois hôtels et un casino, il ressemble en tout point aux oasis climatisées prisées par les émirs.

Mais le groupe australien Westfield a choisi l'Est de Londres, historiquement défavorisé, pour son projet de 2,4 milliards de dollars canadiens.

Les Canadiens ont intérêt à ce que l'aventure soit profitable : l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada a racheté 50 % des parts de Stratford City, conjointement avec un fonds de retraite néerlandais.

Son emplacement est un coup de maître : aux portes du Parc olympique de Londres. Pas moins de 70 % des visiteurs des Jeux de 2012 devront traverser un de ses couloirs commerciaux pour accéder au stade.

PHOTO SUZANNE PLUNKETT, REUTERS
**Les dizaines de milliers de clients, surtout des jeunes femmes, ont envahi le Westfield Stratford City, hier.**

### Baisse de la consommation

Il reste que son inauguration coïncide avec de mauvaises nouvelles pour les commerçants britanniques : les ventes de détail ont baissé de 2,2 % au mois d'août, plombées par les émeutes et par le pessimisme des consommateurs.

Les grandes surfaces résistent cependant mieux à une baisse de la consommation domestique, a confirmé récemment la firme de recherche Local Data Company.

Et le porte-parole de Westfield, John Burton, a rappelé cette semaine qu'un autre centre Westfield dans l'ouest de Londres avait ouvert ses portes en pleine crise économique en octobre 2008. « Il affiche une croissance de 20 % par année et je crois sincèrement que le centre de Stratford fera aussi bien », a-t-il dit au *Financial Times*.

Les dizaines de milliers de clients, surtout des jeunes femmes, qui ont envahi le centre avec des cris de joie hier semblaient lui donner raison.

« Beaucoup de nos magasins locaux ont fermé depuis deux ans, dit Simi Patel, une jeune femme voilée. Il nous manquait un centre comme Westfield. »

Le flamboyant maire Boris Johnson a promis sous les confettis que Westfield Stratford City fera l'envie des Parisiens. La Ville de Londres fait pression depuis plusieurs années sur Eurostar pour que son train en provenance de Paris s'arrête à Stratford.

**Le flamboyant maire Boris Johnson a promis sous les confettis que Westfield Stratford City fera l'envie des Parisiens.**

Pour l'heure, quatre millions de Londoniens habitent seulement à 45 minutes grâce à l'amélioration des infrastructures de transport.

### Embourgeoisement

Des petits commerçants du voisinage sont cependant inquiets. En particulier ceux du vieux centre commercial de Stratford, situé à un jet de pierre de Westfield.

« Je ne vois pas comment nous pourrons survivre à long terme, dit Lorraine McNeill, gérante d'un magasin de vêtements à bas prix. Nos ventes sont très mauvaises aujourd'hui. Comment pouvons-nous faire concurrence à Primark et H&M ? »

L'économiste Paul Cheshire est également sceptique face à la régénération promise à la population locale. « Éventuellement, il y aura un remue-ménage. Les loyers augmenteront et les gens et les entreprises seront forcés de déménager », dit le professeur de la London School of Economics en entrevue téléphonique.

C'est malgré tout une bonne nouvelle pour Londres, croit-il, où la majorité des locaux commerciaux datent d'avant la Seconde Guerre mondiale.

# Accusations de financement occulte

## Chirac, Villepin et Le Pen auraient reçu de l'argent de dirigeants africains

MARC THIBODEAU

La France, qui croyait avoir fait le ménage dans ce domaine, est de nouveau secouée par une tempête d'allégations de financement illicite mettant en cause des ténors de la droite. Un intermédiaire officieux de l'Élysée, Robert Bourgi, a mis le feu aux poudres dimanche lorsqu'il a révélé qu'il avait livré personnellement des millions d'euros versés par des potentats africains désireux d'influer sur la politique française. On a annoncé à Paris hier l'ouverture d'une enquête préliminaire dans ce dossier explosif. Explications de notre correspondant.

**Q Qui est Robert Bourgi ?**

R Avocat né au Sénégal, il a agi pendant des années à titre d'intermédiaire officieux entre l'Élysée et plusieurs chefs d'État africains qui le rétribuaient généreusement pour ses services. Il se présente comme l'héritier spirituel de Jacques Foccart, qui veillait dans l'ombre sur les relations de la France avec ses anciennes colonies à l'époque de Charles de Gaulle. Dans une entrevue accordée au *Nouvel Observateur* en 2008, il avait insisté sur le fait que l'Élysée devait faire preuve de réalisme dans ses relations avec ses clients africains, cautionnant au passage leur corruption. L'homme s'est aussi félicité publiquement d'avoir obtenu de Paris, en 2008, la mise à l'écart de l'ex-secrétaire à la Coopération Jean-Marie Bockel, qui réclamait l'assainissement des relations entre Paris et l'Afrique.

**Q Que révèle-t-il aujourd'hui ?**

R Dans une entrevue accordée au *Journal du dimanche*, Robert Bourgi affirme qu'il a versé à l'ex-président français Jacques Chirac et à l'ex-premier ministre Dominique de Villepin des millions d'euros provenant de dirigeants africains. Ces sommes auraient servi illégalement au financement de leurs activités politiques de 1997 à 2005. Le « porteur de valises » affirme que le fondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen, a aussi bénéficié des largesses de l'ex-président gabonais Omar Bongo, qui aurait soutenu plusieurs politiciens.

**Q Pourquoi parle-t-il maintenant ?**

R M. Bourgi a fait sa sortie à quelques jours de la parution d'un nouveau livre du journaliste Pierre Péan intitulé *La République des mallettes*, qui traite du rôle de plusieurs intermédiaires, dont le sien. Ses détracteurs affirment qu'il cherche à régler ses comptes après avoir été récemment marginalisé par l'Élysée. Dominique de Villepin pense plutôt qu'il est en mission commandée pour le mettre hors circuit politiquement en prévision de l'élection présidentielle de 2012.

**Q Le président français Nicolas Sarkozy est-il visé par les allégations de financement illicite ?**

R Bourgi assure que les versements illégaux provenant de dirigeants africains ont cessé lorsqu'il a commencé à travailler auprès de Nicolas Sarkozy, au milieu des années 2000. Un ancien conseiller de Jacques Chirac affirme que cela ne tient pas la route. « Qui peut croire sérieusement que ce système s'est arrêté net avec le nouveau président ? », relève Michel de Bonnecorse. Le président doit aussi composer avec les révélations de l'affaire Bettencourt. Une ancienne comptable de la riche héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt, affirme qu'elle a fait verser 150 000€ en liquide en 2007 pour soutenir la campagne électorale de Sarkozy, qui nie tout.

PHOTO JOHANNA LEGUERRE, AFP

**L'avocat franco-libanais Robert Bourgi, intermédiaire officieux entre l'Élysée et plusieurs chefs d'État africains, a révélé qu'il avait livré personnellement des millions d'euros versés par des potentats africains désireux d'influer sur la politique française.**

**Q Comment réagissent les principaux intéressés aux allégations de Robert Bourgi ?**

R Chirac et Villepin y ont opposé des démentis catégoriques. L'ex-président, qui, pour des raisons de santé, a récemment été exempté du procès qu'il devait avoir pour des accusations de détournement de fonds, a annoncé qu'il porterait plainte en diffamation. Idem pour l'ex-premier ministre, qui parle de « fariboles » destinées à détourner l'attention des vraies histoires de financement occulte. Même démenti de Jean-Marie Le Pen, qui entend aussi porter plainte en diffamation. Les États africains concernés démentent aussi. Seul un ancien conseiller de l'ex-président de la Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo a déclaré qu'un versement de plusieurs millions avait effectivement été effectué à Jacques Chirac en 2002.

**Q Que dit l'opposition ?**

R François Hollande, favori pour l'investiture socialiste en vue de l'élection présidentielle, réclame une enquête en bonne et due forme relativement aux allégations de Bourgi. Le parquet de Paris a annoncé hier soir l'ouverture d'une enquête préliminaire. L'ex-candidate socialiste Ségolène Royal, battue par Nicolas Sarkozy en 2007, pense que l'affaire constitue une « nouvelle humiliation pour le pays sur la scène internationale ». Elle promet de faire le ménage si elle accède au pouvoir. « On est là pour servir et non se servir », tranche la politicienne.

# FORUM

LA PRESSE
**André Desmarais** > Président du conseil d'administration
**Guy Crevier** > Président et éditeur
**Éric Trottier** > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
**Mario Girard** > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

## Génération ras-le-bol

FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

La génération Y en a marre et elle a décidé de se faire entendre. Sur la place Puerta del Sol en Espagne, la place de la Bastille en France, la place Syntagma en Grèce et… la place publique au Québec.

Partout, un grand mécontentement, une volonté d'être entendu, un profond ras-le-bol du statu quo.

***Les moins de 35 ans réclament un nouveau contrat social. Ici comme ailleurs.***

Il est vrai qu'à première vue, il ne semble y avoir qu'un lien ténu, strictement générationnel, entre les cris désespérés des « indignés » outre-Atlantique et le discours de plus en plus affirmé des groupes de jeunes, ici même, comme ce fameux « Sortie 13 » dont le lancement a eu lieu hier soir, à Montréal. Mais un regard attentif des revendications des moins de 35 ans révèle plus de similitudes qu'il n'y paraît entre les deux continents.

D'abord et avant tout, les jeunes réclament un nouveau contrat social. Ici comme ailleurs. Les raisons sont fort différentes d'un endroit à l'autre, d'un groupe à l'autre. Certains réagissent aux mesures d'austérité ou à l'incompétence des élites politiques qui en sont responsables, d'autres à l'immobilisme, à la corruption, aux inégalités sociales, aux dérives du néolibéralisme. Mais partout, un même désenchantement, une même désillusion, un même bris de confiance avec l'establishment politique.

En témoigne un sondage de la maison CROP, mené auprès des jeunes en 2007. Combien d'entre eux disaient avoir « beaucoup confiance » aux politiciens? 0 %, un taux similaire à ce que l'on retrouve en France, en Espagne, en Grèce…

Voilà ce qui alimente ce formidable bouillonnement d'idées, ce brassage intellectuel auquel s'adonnent les « indignés » autant que Sortie 13, l'Institut du Nouveau Monde, Génération d'idées, les Dégriseurs, l'Institut de recherche et d'information socio-économique, etc.

Le message est le même, il n'est qu'articulé différemment. Là-bas, on crie qu'« on en a assez! » Ici, on déplore « l'inertie du Québec », on exige de « passer à autre chose » (Dégriseurs). On évoque « l'immobilisme » de la province, « l'insatisfaction » des générations X et Y (Sortie 13). On manifeste « un désir affirmé de prendre un virage » (Génération d'idées).

Autre similitude entre les deux continents: l'idéologie. On ne se réclame d'aucune d'entre elles. Malgré un évident biais progressiste, les jeunes prennent en effet bien soin de ne se positionner ni à droite ni à gauche, ni en faveur du fédéralisme ni du souverainisme, encore moins pour un parti ou un autre. « Nous nous foutons de vos idéologies de vieillards », résument les Dégriseurs. Nous voulons « un Québec à la fois lucide et solidaire », renchérit Génération d'idées. D'où un paquet de solutions difficiles à circonscrire, certes, mais fort intéressantes, pragmatiques, concrètes et réalisables à court terme.

La génération montante a peut-être déserté les partis politiques traditionnels, mais elle n'est pas apolitique. Encore moins apathique.

## La beauté du mal

MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Rien ne décrit la société avec autant de vérité que la… publicité, dont la fantasmagorie témoigne de sa quête du bonheur. Et le photoreportage, qui décrit sa réalité crue, incluant ses échecs et ses infortunes. Or, si c'est exact, 2010 aura été pour l'humanité une année de malheur à une nulle autre comparable!

C'est en effet l'impression qui se dégage de l'exposition World Press Photo 2011, dont les oeuvres séjournent au Marché Bonsecours jusqu'au 2 octobre.

***Il faut affronter ce que montrent de nous les chasseurs d'images…***

La métropole a droit depuis plusieurs années à ce petit bijou d'exposition, monté à partir d'un concours international annuel de photoreportage. Ont été soumises cette année 108 000 clichés provenant de presque chaque pays du monde. Considérées comme un tout, les 54 photographies retenues donnent de façon assez juste l'humeur de la planète pour une année donnée.

Or, on l'a dit, 2010 a été misérable…

■■■

Catastrophes naturelles, mais bien davantage encore, désastres provoqués par les humains, accidents, conflits, cruauté, misère… le compte est bon.

Le photoreportage étant par définition une « capture » de la réalité à des fins surtout médiatiques – autrement dit: porté au spectaculaire –, il a toujours été naturellement sombre. Dans les meilleurs cas, montreur baudelairien de la beauté du mal…

Cette année, même les photos naturalistes ou sportives, d'habitude hop-la-vie, sont plutôt effrayantes. Telle est l'image de ce magnifique oiseau, un fou du Cap, photographié par Thomas P. Peschak et dont les yeux sont presque terrifiants, comme ceux de ses lointains ancêtres, les petits dinosaures théropodes. Ou ce cliché de Gustavo Cuevas montrant un matador méchamment encorné – cœurs sensibles, s'abstenir…

Mais tout ça est anecdotique.

La vraie nature de la 54e édition du World Press Photo s'incarne dans l'image qui a remporté le premier prix du concours. C'est celle de cette jeune Afghane défigurée pour délit à la fois culturel et religieux, une œuvre de la photographe sud-africaine Jodi Bieber qui, à elle seule, définit toute la misère du monde.

Ensuite, on ira du tremblement de terre haïtien aux inondations pakistanaises en passant par la marée noire du golfe du Mexique, le chemin de croix des réfugiés somaliens, la boucherie des faiseuses d'anges du Kenya et les autres monstruosités que porte la planète…

Pourtant, comment se passer du photoreportage?

Une dernière image fait sentir ce que serait un monde où on ne « capturerait » pas, ou peu, la réalité. C'est celle de Vincent Yu montrant le dictateur nord-coréen Kim Jong-il, ainsi que de son fils et successeur pressenti, Kim Jong-un… deux hommes sinistres, impénétrables, énigmes vivantes enveloppées dans le mystère d'un pays cadenassé et inaccessible.

On se dit alors qu'il vaut mille fois mieux affronter ce que montrent ouvertement de nous les chasseurs d'images. Même si c'est parfois désespérant.

DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

**LA PRESSE DÉBATS – PARTICIPEZ**

**LA GRÈCE EN FAILLITE?**

La faillite de la Grèce est-elle inévitable? La survie même de l'euro est-elle menacée? Les pays les plus endettés de l'Union européenne risquent-ils d'être largués?

PHOTO GETTY IMAGES

Lisez le point de vue, notamment, de Laurent Desbois, Jean-Pierre Aubry, Adrien Pouliot, Richard Vigneault… et surtout, faites valoir le vôtre.

**QUESTION DU JOUR**

**Le gouvernement Charest entend mettre fin au placement de la main-d'œuvre par les syndicats dans les chantiers de construction. Êtes-vous d'accord?**

- **OUI > 86 %**
- NON > 8 %
- JE NE SAIS PAS > 6 %

Résultats à 19 h, hier: 11 822 répondants

LE BLOGUE DE L'ÉDITO > **CHOISIR SA CARTE DE CRÉDIT POUR AIDER LES MARCHANDS?** PAR ARIANE KROL

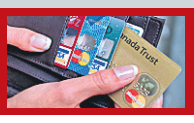


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

OPINION

## Une bonne nouvelle

### La mission des Nations unies en Libye contribuera à assurer la stabilité du pays

**JOCELYN COULON**
L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié au CERIUM.

La phase militaire de la crise libyenne étant sur le point de se terminer, l'ONU s'apprête à entrer en jeu afin d'aider le pays à se relever. C'est une bonne nouvelle, tant pour les Libyens que pour le monde.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, vient de recommander la création d'une mission des Nations unies en Libye, et le Conseil de sécurité devrait adopter dans les prochaines heures une résolution en ce sens.

Dans leur souci de procéder promptement, les membres du Conseil veulent ainsi répondre à deux impératifs. D'une part, ils sont déterminés à donner un visage civil et international à cette intervention commencée en mars dernier et qui apparaît encore trop comme une autre expédition militaire occidentale contre un État musulman. D'autre part, au moment où le nouveau pouvoir s'installe à Tripoli, les membres du Conseil tiennent à offrir tous les moyens possibles pour assurer la stabilité du pays.

L'ONU est le bon outil dans les circonstances. L'OTAN, pour sa part, n'est pas l'organisation appropriée. L'expérience des 15 dernières années, de la Bosnie à l'Afghanistan en passant par le Kosovo, révèle les insuffisances de l'Alliance atlantique en matière de relèvement politique, économique et social. L'OTAN est essentiellement taillée pour faire la guerre. Elle a réussi à imposer la paix en Bosnie et au Kosovo, mais – et l'opinion publique ne le perçoit sans doute pas – ce sont essentiellement l'ONU, l'Union européenne et d'autres organisations à caractère civil qui accompagnent les processus politiques et pilotent la reconstruction économique et sociale.

Enfin, politiquement, il ne serait pas judicieux de voir l'OTAN se déployer en Libye. Cela aurait des airs d'occupation, et l'expérience afghane doit ici nous conseiller la prudence.

**Le Conseil de sécurité est déterminé à donner un visage civil et international à cette intervention qui apparaît trop comme une autre expédition militaire occidentale contre un État musulman.**

C'est le nouveau pouvoir libyen qui a fait appel à l'ONU. Et pour cause. L'organisation jouit d'une légitimité politique incontestable et possède une expérience de 60 ans dans les missions de maintien et de consolidation de la paix. Elle peut mobiliser rapidement des ressources humaines qualifiées et mettre en œuvre avec un degré de succès tout à fait honorable une foule de programmes. Une simple lecture des mandats des missions de paix établies depuis une décennie rend compte des tâches énormes que l'ONU accomplit chaque jour et peut entreprendre lorsque le Conseil de sécurité le lui demande.

La Libye n'est pas un champ de ruines. Elle est riche et peu peuplée. Elle dispose d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires en plus d'installations pétrolières. Elle a donc de précieux atouts. Malgré tout, l'appareil d'État est inexistant, et le nouveau pouvoir a établi une liste impressionnante des domaines où il voudrait voir l'ONU lui accorder une assistance: promouvoir l'État de droit, amorcer des réformes constitutionnelles et électorales, renforcer les institutions politiques, judiciaires et policières, rétablir les services publics, appuyer un processus de justice transitionnelle, protéger les droits de la personne.

À l'évidence, le chantier s'annonce imposant et il demandera un effort financier et humain considérable. Toutefois, il doit impérativement intégrer un élément essentiel: le désarmement rapide des individus, et son corollaire, la création d'une nouvelle armée nationale. Il y a en Libye trop d'armes qui circulent et trop de milices sous contrôle de chefs de guerre plus ou moins fiables. L'armée de Kadhafi s'est dispersée et celle des rebelles n'est qu'un assemblage de bandes qui ne doit sa victoire qu'aux bombes de l'OTAN et à l'encadrement de conseillers occidentaux. L'ONU ne pourra réussir son mandat que si le contrôle des armes et de la force légitime est assuré par un pouvoir stable.

## À BIEN Y PENSER

**Je me sens interpellé par l'intervention musclée du SPVM dans laquelle un policier projette une jeune femme sur un poteau de stationnement. Le plus regrettable, c'est que l'enquête sur le comportement des policiers est menée par le SPVM lui-même. Les explications de l'inspecteur-chef peuvent très bien être fondées, mais nous, le public, ne pouvons nous empêcher d'en douter. Notre système désuet de déontologie policière viole les principes de conflit et d'apparence de conflit d'intérêts. Il est temps que ça change.** — Mathieu Jobin

# FORUM

# *La carte de la peur*

ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Le débat linguistique, émotif au Québec, épouse souvent les contours de la question nationale. Les souverainistes ont en général tendance à exprimer plus d'inquiétude sur l'avenir du français. Mais le droit à l'émotion a des limites.

Depuis son arrivée à la tête du PQ, Pauline Marois a donné une tournure un peu hystérique au débat linguistique. On l'a encore vu depuis le week-end avec les réactions aux données démo-linguistiques publiées par l'Office québécois de la langue française. On s'est indignés et inquiétés, en ne retenant, dans la masse énorme d'informations – six documents, 682 pages de données et de tableaux touffus – que deux chiffres: 47 et 51.

*Pauline Marois a donné une tournure un peu hystérique au débat linguistique.*

Ainsi, 47 %, c'est la proportion des francophones dans l'île de Montréal en 2031. Une évidence arithmétique que nous connaissions déjà. Les Québécois de souche, faute de bébés, comptent sur l'immigration pour assurer leur croissance démographique. Il est alors inévitable que la proportion des immigrants dans la population totale augmente, encore plus à Montréal où ils se concentrent. D'ici 2031, elle sera passée de 20,6 à 29,5 % dans l'île, tandis que celle des francophones baissera, de 54,2 % à 47,4 %.

Ces chiffres ne parlent pas d'anglicisation, comme le laisse entendre le porte-parole du PQ en matière de langue, Yves-François Blanchet. Au contraire, le poids des anglophones est lui aussi en baisse, de 25,2 % à 23 %, assez pour passer au troisième rang.

Le chiffre frappe surtout à cause de son caractère symbolique. En passant sous la barre des 50 %, les Québécois deviennent minoritaires, à condition, bien sûr, d'isoler l'île de Montréal de la région montréalaise, très majoritairement francophone, et à condition de mettre dans le même panier les anglophones et les allophones.

L'exercice est en outre dangereux, parce qu'il mène inéluctablement à la présentation des immigrants comme une menace, ce qui explique sans doute la prudence et le sens de la nuance des deux leaders de Québec solidaire, Françoise David et Amir Khadir.

Le poids accru des allophones, en soi, n'est pas une menace. Tout dépendra de leurs choix linguistiques. La réponse, au premier abord, n'apparaît pas rassurante. De 1996 à 2006, les immigrants qui ont fait un transfert linguistique ont choisi le français dans une proportion de 51 %. L'autre chiffre magique qui a provoqué des réactions enflammées. « Quand on apprend que 50 % seulement des nouveaux arrivants adoptent le français, on est loin du 80 % qu'on représente », a dit le président du PQ, Raymond Archambault. À 50 %, on est perdant. Ça, c'est dramatique. » Un thème que le député Blanchet a repris hier.

Ce chiffre ne décrit pas le choix des nouveaux arrivants, mais plutôt celui de tous ceux qui ont abandonné leur langue maternelle dans la décennie, parfois une ou deux générations après leur arrivée, au bout d'un processus amorcé il y a longtemps, comme les Grecs qui sont allés à l'école anglaise.

La réalité est plus complexe, quand on distingue les cohortes d'immigrants. Ceux qui sont arrivés avant 1975 n'ont choisi le français que dans une proportion de 37 % – la catastrophe des générations perdues. Après? Le passage au français atteint 69 % pour ceux qui sont arrivés entre 1976 et 1985, 70 % entre 1986 et 1995 et 75 % pour 1996-2006. Il y a eu un revirement de tendance significatif, à cause de la loi 101, de l'école française, de la composition de l'immigration. C'est une injure à l'intelligence de ne pas en tenir compte.

Est-ce que tout est réglé? Non. Il reste beaucoup à faire. Mais cette réflexion adulte n'aura pas lieu, parce que, dans ce dossier, le calcul politique l'emporte, et la tentation est forte de jouer, avec la langue, une dernière carte, celle de la peur. Comme le fait Gérald Larose, qui n'exclut pas un effondrement du français d'ici 20 ans.

# SI VULNÉRABLE

## Chaque fois que j'apercevais Nelly Arcan à la télé, j'avais peur qu'elle s'écroule tant elle était fragile

JOCELYNE ROBERT
L'auteure est sexologue et écrivaine.

J'ai été stupéfiée lundi de lire les commentaires de Nancy Huston dans *La Presse*. Moi qui suis une fan finie de cette écrivaine, j'avoue m'être demandé de quel droit elle pouvait « culpabiliser » une personne, nommément l'animateur de *Tout le monde en parle*, Guy A. Lepage, relativement à la détresse que Nelly Arcan avait éprouvée après son passage sur ce plateau en septembre 2007.

Interloquée, j'ai regardé à nouveau l'entrevue en question, j'ai lu le texte de Nelly Arcan intitulé *La Honte* dans lequel elle décline sa détresse à la suite de cette entrevue. Et n'ai toujours pas compris le coup de gueule de Huston.

Comprenons-nous bien. Je suis féministe. J'aime Nancy Huston dont j'ai lu toute l'œuvre. J'aimais et j'aime toujours Nelly Arcan dont j'ai lu tous les livres aussi.

Ce serait facile de m'aveugler d'amour et de solidarité.

Nelly Arcan incarnait ce qu'elle exécrait et dénonçait. À sa manière. Elle vivait en enfer, grugée par le cancer du narcissisme maladif, obnubilée par son besoin insatiable de séduire et d'être la plus belle à tout prix. En même temps, elle se désagrégeait de détestation d'elle-même et s'indignait du sort des femmes condamnées à consommer et à être consommées. Chaque fois que je l'apercevais à la télévision, j'avais peur qu'elle s'écroule, se fracture en mille morceaux tant elle était fragile.

PHOTO FOURNIE PAR RADIO-CANADA

**Nelly Arcan lors de son passage à *Tout le monde en parle* en septembre 2007.**

Pourquoi a-t-elle été terrassée par son passage à *TLMEP* plus que par une autre apparition télévisuelle? On peut, sans être déplacé, supposer que ses démons la torturaient davantage durant cette période, et qu'elle ne pouvait choisir pire moment pour aller se jeter dans une gueule de 64 millions de dents (2 millions de téléspectateurs). Aussi, qu'elle n'avait pas l'étoffe pour jouer à ce jeu dangereux de la confrontation publique.

Et puis, la déception se situe toujours beaucoup sur le plan fantasmatique. Elle est proportionnelle à la distance entre l'attente, ce qu'on s'était imaginé, et ce qui est éprouvé dans la réalité. Si la déception de soi, même non objectivement justifiée, peut être ravageuse chez une personne solide, imaginez comme elle peut-être dévastatrice chez celle dont l'estime de soi et l'aplomb identitaire sont chétifs.

**Si Guy A. Lepage « doit se culpabiliser » d'avoir mal traité Nelly Arcan, eh bien! nous devons tous et toutes en faire autant. Nancy Huston incluse.**

Je connaissais un tantinet Nelly. Nous avions bavardé à deux reprises. Un court moment après une émission que nous avions faite, avec d'autres, sur l'hypersexualisation, et une autre fois, plus longuement, à l'aéroport Charles-De-Gaulle à Paris où nous attendions le même avion retardé devant nous ramener à Montréal. Nous avions échangé sur un passage d'un de mes livres (*Le sexe en mal d'amour*) dans lequel j'analyse brièvement le livre *Putain* et son auteure.

J'avais été émue de sentir sa vulnérabilité, plus exacerbée encore que ce que je soupçonnais. Sa hantise de vieillir et d'être laide. Son obsession de la mort. Sa boulimie d'être vue, regardée et désirée s'emmêlait à sa haine d'être vue, regardée et désirée. Dans un t-shirt blanc moulant et de grosses lunettes noires, elle était toute roulée en boule sur la banquette de l'aérogare. Comme une petite fille apeurée.

Bien sûr, l'animateur et son fou ont été baveux. La facture de l'émission et le rôle qu'il y jouent obligent. Mais au-delà des mots et des remarques malicieuses sur l'allure de vamp de Arcan ainsi que sur ses contradictions habituelles, j'ai perçu de la tendresse dans l'air. Nombre d'invités ont été bien plus amochés qu'elle sur ce plateau.

Nancy Huston aurait-elle oublié que Guy A. Lepage et Dany Turcotte sont des humoristes, pas des psychanalystes? Si « l'hôte » de *Tout le monde en parle* « doit se culpabiliser » d'avoir mal traité Nelly Arcan, eh bien! nous devons tous et toutes en faire autant. Nancy Huston incluse.

# Déséquilibre des forces

## Il faut éliminer le « libre accès » aux ressources naturelles du Québec

UGO LAPOINTE
L'auteur est porte-parole de la Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine!

Après le Japon et la Chine, le premier ministre Jean Charest invite maintenant la France à venir exploiter les ressources du Plan Nord. L'insistance avec laquelle M. Charest tente de vendre le Nord québécois est déconcertante. Non seulement sa stratégie semble-t-elle davantage axée sur l'apport d'entreprises étrangères que québécoises, mais il semble oublier également que de plus en plus de Québécois réclament des changements majeurs dans la façon de concevoir le développement de nos ressources naturelles.

Au cœur des débats actuels est la nécessité d'éliminer le vieux principe du *free mining*, qui donne encore beaucoup trop de pouvoirs et de privilèges aux industries minières, gazières et pétrolières par rapport aux droits des citoyens et des collectivités.

Si ce principe de « libre accès » aux ressources du territoire trouvait une certaine logique pour les prospecteurs d'or du XIX$^{e}$ siècle, il n'a plus sa place aujourd'hui dans un contexte d'exploitation industrielle à grande échelle, où les marchés internationaux sont assoiffés de matières premières et où des dizaines de compagnies convoitent maintenant les ressources du Québec.

Non seulement le principe du *free mining* ne permet pas de tirer les pleins bénéfices de l'exploitation de nos ressources, mais il nous coupe également des outils nécessaires pour mieux contrôler la façon dont on les explore et les exploite.

Après deux ans de révision, le projet de loi visant à modifier la vieille loi sur les mines comporte encore plusieurs lacunes importantes. Ces lacunes ne permettent pas de garantir le respect des populations locales et de l'environnement.

**La nécessité de maximiser la richesse collective tirée de nos ressources est un enjeu crucial dans le contexte du Plan Nord.**

Le projet de loi 14 maintient, entre autres, le droit des compagnies de recourir à la procédure d'expropriation des citoyens, et ce, dès le début des travaux d'exploration. De l'avis même du Barreau du Québec, il y a pourtant lieu d'atténuer ce « déséquilibre des forces » entre les entreprises et les citoyens.

À quelques exceptions près, il maintient également la préséance de la loi sur les mines sur les prérogatives des collectivités en matière de planification et d'aménagement du territoire, sauf pour les « périmètres urbanisés » et les zones de villégiature, qui ne représentent actuellement que 1 % du territoire québécois.

Dans le contexte du Plan Nord, ce déséquilibre des forces sera certainement problématique dans l'atteinte des objectifs de protection et de conservation du territoire. Il risque également d'être problématique pour les autres utilisateurs du territoire (pourvoyeurs, municipalités, Premières Nations, etc.) lorsque leurs droits et intérêts seront incompatibles avec ceux des détenteurs de *claims* miniers.

La nécessité de maximiser la richesse collective tirée de nos ressources est également au cœur des débats actuels. Cet enjeu est crucial dans le contexte du Plan Nord qui s'apprête à intensifier l'exploitation des ressources. Au rythme actuel, ce sont l'équivalent de 100 à 200 milliards de dollars de ressources minières qui seront extraites du sous-sol québécois au cours des 25 prochaines années.

Afin de compenser l'épuisement de ces ressources non renouvelables et ainsi éviter certains des effets néfastes à long terme, il est possible de mettre sur pied un fonds collectif d'au moins 25 milliards en 25 ans. Financé à même les mines, ce fonds servirait non seulement à l'ensemble de la société québécoise, mais également aux principales régions concernées en contribuant dès maintenant à diversifier leurs économies.

Mais pour atteindre cet objectif, il faut maximiser la part que le Québec retire de ses ressources minières en faisant deux choses: bonifier les redevances actuelles à l'aide d'un taux « plancher » sur la valeur brute produite (et non seulement sur les profits, comme c'est présentement le cas) et amener le Québec à développer ses propres ressources grâce à des participations directes dans des projets stratégiques et payants.

**POUR NOUS JOINDRE** *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
**VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?** **forum@lapresse.ca**

**RÉDACTION** 514.285.7070 **commentaires@lapresse.ca**
**ABONNEMENT** 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
**PETITES ANNONCES** 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
**DÉCÈS** 514.285.6816 **deces@lapresse.ca**
**CARRIÈRES** 514.285.7320 **carrieres@lapresse.ca**
**PUBLICITÉ** 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

**L'OFFRE PRIX EMPLOYÉS EST PROLONGÉE JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE.**

# PRIX EMPLOYÉS

## JOIGNEZ-VOUS À PLUS DE 275 000♦ CANADIENS QUI ONT PARTAGÉ NOTRE PASSION ET PARTAGÉ NOS PRIX△.

♦ TOTAL DES VENTES DEPUIS 2005 JUSQU'À CE JOUR, EN REGARD DES CAMPAGNES PUBLICITAIRES PRIX EMPLOYÉS.

JUSQU'À **12 000 $††** EN RAJUSTEMENTS DE PRIX
(MONTANT INDIQUÉ POUR LE SUPER DUTY F-250 XLT 4x4 2011 À CABINE DOUBLE ÉQUIPÉ D'UN MOTEUR DIESEL.)

+

COSTCO WHOLESALE LES MEMBRES COSTCO ADMISSIBLES OBTIENNENT **1000 $**** DE RABAIS ADDITIONNEL

**COSTCO EST DE RETOUR**

FESTIVAL western ST-TITE

Pour la durée du Festival western de St-Tite , du 9 au 18 septembre 2011 seulement, vos concessionnaires Ford du Québec vous remettent UNE **DOUBLURE DE PLATEAU GRATUITEMENT***, une valeur de 495 $, à l'achat ou à la location du **F-150**, du **SUPER DUTY** ou du **RANGER 2011**.

## ESCAPE XLT 2011

équipé d'un moteur 4 cyl. et d'une boîte manuelle

LE FORD ESCAPE EST LE VUS LÉGER **LE PLUS VENDU AU CANADA**[1]

VOTRE PRIX EMPLOYÉS

**20 674 $*****

Frais de transport et taxe sur l'air climatisé inclus

**7,1 L**/100 km SUR ROUTE **9,1 L**/100 km EN VILLE±

VOICI TOUT CE QUE VOUS OFFRE L'ESCAPE,
**DE SÉRIE :**

- ✓ Climatisation
- ✓ Siège conducteur à réglage électrique en 6 directions
- ✓ Chaîne audio avec lecteur CD (compatibilité MP3), prise audio et radio satellite SIRIUS®
- ✓ Glaces et verrouillage des portes à commande électrique
- ✓ Rétroviseurs chauffants électriques repliables manuellement
- ✓ AdvanceTrac® avec contrôle de stabilité antiretournement
- ✓ Régulateur de vitesse monté sur le volant
- ✓ Freins antiblocage
- ✓ Clavier d'entrée sans clé SécuriCode^MC et entrée sans clé avec clé à télécommande intégrée
- ✓ Antidémarrage SecuriLock®
- ✓ Jantes de 16 po en aluminium coulé

AJAC www.ajac.ca
ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

## EDGE SEL 2011 à traction intégrale

**VÉHICULE UTILITAIRE DE L'ANNÉE** AU CANADA SELON L'AJAC

Obtenez jusqu'à

**5 440 $††**

en rajustements de prix

**8,0 L**/100 km SUR ROUTE
**11,9 L**/100 km EN VILLE±

SIRIUS RADIO SATELLITE ††† Abonnement prépayé de 6 mois offert pour l'Escape

**C'est votre dernière chance d'obtenir le PRIX EMPLOYÉS. Passez chez votre concessionnaire Ford dès aujourd'hui.**

**Montez à bord.**

quebecford.ca

LES ACHETEURS AVISÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Ces offres, d'une durée limitée, peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. © 2011 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés. △ L'offre PRIX EMPLOYÉS (le « PRIX EMPLOYÉS ») est en vigueur du 16 juin au 30 septembre 2011 (la « période du programme ») et s'applique à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules Ford et Lincoln 2011 et 2012 neufs, à l'exception de tous les châssis-cabines et fourgons tronqués, du F-150 Raptor ainsi que de la Mustang BOSS 302. Le PRIX EMPLOYÉS s'applique au programme « A », habituellement offert aux employés de Ford, mais exclut le programme négocié avec les TCA. Le véhicule neuf doit être commandé à l'usine, soit de la livraison, mais non des deux. Les rabais du constructeur ne peuvent être combinés aux programmes de primes pour les parcs commerciaux, aux primes pour la location quotidienne, ni aux programmes de fidélité Plans AXZ/ZDX. ♦ Côtes de consommation de carburant estimatives pour l'Escape XLT 2011 4 cyl., de 2,5 L à transmission manuelle et le Edge SEL 2011 à traction intégrale équipé d'un moteur V6 de 3,5 L et de la boîte automatique à sélecteur tiptronic SelectShift®. Les côtes de consommation de carburant sont établies selon des méthodes d'essai approuvées par Ressources naturelles Canada. La consommation réelle peut varier en fonction des conditions routières, du chargement du véhicule et des habitudes de conduite. †† Achetez/Louez un nouveau Super Duty F-250 XLT 4x4 2011 à cabine double équipé d'un moteur diesel et Edge SEL 2011 à traction intégrale à sélecteur tiptronic SelectShift®, et obtenez jusqu'à 12 000 $ en rajustements de prix (MONTANT INDIQUÉ POUR LE SUPER DUTY F-250 XLT 4x4 2011 À CABINE DOUBLE ÉQUIPÉ D'UN MOTEUR DIESEL.). Les taxes s'appliquent au montant total de l'achat après la déduction du rabais du manufacturier. Cette offre est en vigueur du 1er septembre au 31 octobre 2011 (« la période de l'offre ») seulement et s'adresse aux résidants canadiens membres en règle de Costco, en date du 31 août 2011 ou avant. Profitez de cette offre aux membres de Costco de 1 000 $ CAN de rabais à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules Ford ou Lincoln 2011 et 2012 neufs à l'exception des véhicules suivants : Fiesta, Focus, Ranger, Raptor GT 500, Mustang Boss 302, Transit Connect (véhicule électrique) et les camions de poids moyens (chacun étant un « véhicule admissible »). Le véhicule neuf doit être livré ou commandé à l'usine par votre concessionnaire Ford ou Lincoln participant durant la période de l'offre. Cette offre n'est valable que chez les concessionnaires participants, est assujettie à la disponibilité des véhicules, et peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules Ford ou Lincoln admissibles neufs. Cette offre peut être combinée avec la plupart des offres aux consommateurs (sauf celles qui sont offertes par le biais de programmes de primes pour les parcs commerciaux, les programmes de primes pour la location quotidienne, les programmes de fidélité Plans AXZ/ZDX, les programmes de primes pour les véhicules négociés avec les TCA, les programmes de primes pour les véhicules de police, les programmes de primes pour les véhicules de taxi, les programmes de primes pour les véhicules de livraison, les programmes de primes pour les véhicules de transport en commun, les programmes de primes pour les véhicules de transport scolaire, les programmes de primes pour les véhicules de transport adapté, les programmes de primes pour les véhicules de transport de personnes handicapées, les programmes de primes pour les véhicules de transport de personnes âgées, les programmes de primes pour les véhicules de transport de personnes à mobilité réduite